

L'ETAT COLOMBIEN ET LA DROGUE



Mémoire de recherche présenté par M Pierre Terras

Sous la direction de Bernard Labatut

Année 2007-2008

L'ETAT COLOMBIEN ET LA DROGUE



Mémoire de recherche présenté par M Pierre Terras

Sous la direction de Bernard Labatut

Année 2007-2008

Avertissement :

L'IEP de Toulouse n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les mémoires de recherche. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur(e).

SOMMAIRE :

Introduction.....	7
Première partie- La drogue dans le système politique colombien.....	11
Chapitre 1- La Colombie, un Etat faible et corrompu par la drogue.....	12
Section 1- L'influence économique et politique de la drogue.....	12
Section 2- La faiblesse de l'Etat colombien.....	16
Chapitre 2- La drogue, le nerf de la guerre en Colombie.....	26
Section 1- Les FARC et la drogue.....	27
Section 2- L'émergence des paramilitaires dans le système politique colombien.....	30
Deuxième partie- La lutte antidrogue : drogue un enjeu international pour la Colombie	43
Chapitre 1- Le plan Colombie: l'alliance avec les Etats-Unis.....	47
Section 1- La recherche mutuelle d'intérêts.....	47
Section 2- Des résultats mitigés.....	58
Chapitre 2 - Les conséquences du plan Colombie: l'isolement international de la Colombie dans sa lutte antidrogue.....	62
Section 1- L'isolement international et régional de la Colombie : un obstacle dans la guerre antidrogue.....	63

Section 2- La remise en question du plan Colombie : perspectives de la lutte
antidroque.....67

Conclusion78

Annexes.....79

Bibliographie.....92

Introduction

Lors de mon stage au Mexique j'ai été amené à vivre dans une zone contrôlée par le cartel de Juarez. L'Etat était officiellement présent par le biais de quelques institutions mais elles étaient toutes contrôlées par cette organisation criminelle. La principale ressource économique de la région était la culture de cannabis et de pavot, cultivés en grande partie par les indiens Tarahumaras. La violence présente dans la région et l'isolement dans laquelle elle se trouve donnent l'impression que le temps s'y est arrêté. Néanmoins, en y regardant de plus près on se rend compte que cette zone est très fortement intégrée dans l'économie mondiale, l'économie de la drogue. En effet, des pistes d'aviations clandestines (surveillées par des indiens parlant à peine espagnol) accueillent des avionnettes venues de Colombie, qui se chargent ou se déchargent avant de repartir vers les Etats-Unis. A la demande de mon maître de stage, j'ai réalisé différents rapports sur les effets sociaux de la production de drogue pour les populations métisses et indigènes dans le but de pouvoir discerner quels sont les réels besoins de ses populations et comment notre organisation pouvait tenter d'y remédier tout en préservant la sécurité de son personnel. Ces travaux m'ont amené à me poser de nombreuses questions sur les enjeux de cette production au niveau régional mais aussi international.

Cette expérience a totalement bouleversé ma manière de voir le monde et il m'est vite apparu que les trafics illicites sont en fait d'une importance majeure dans l'économie, la politique et les relations internationales. J'ai alors commencé à m'intéresser à ce sujet en lisant de nombreux livres sur les mafias et la drogue. Mon objectif était de comprendre comment de l'héroïne produite par des paysans mexicains peut se retrouver dans les rues des villes américaines ou européennes. Après avoir vu l'emprise d'un cartel sur un espace local et rural il m'a semblé intéressant de voir cette influence au niveau national voire mondial. En effectuant des recherches, m'est vite apparu que la Colombie et le Mexique avaient des similitudes très importantes sur ce sujet. En effet, ces deux Etats sont les plus gros producteurs de drogue¹ sur

¹ Nations Unies, Office contre la drogue et le crime, rapport mondial sur les drogues, Vienne, 2007.

le continent américain, ils sont également les pays desquels sont issus les mafias les plus puissantes et les plus fidèles alliés de Washington dans la lutte contre le trafic de drogue.

L'économie de la drogue génère des milliards de dollars chaque année sur le continent américain. Globalement les pays d'Amérique latine produisent les substances illicites consommées sur le marché étasunien. Les organisations criminelles qui gèrent ce trafic sont très difficiles à analyser et à comprendre dans la mesure où leur survie dépend de leur discrétion, du moins au niveau international. Néanmoins certains aspects de leur fonctionnement sont facilement détectables. Tout d'abord elles réinvestissent massivement leur argent dans l'économie légale et participent donc par leurs activités à l'évolution économique d'un pays. En outre, elles bénéficient d'importants relais dans l'administration et le personnel politique, connexions indispensables au déroulement de leurs affaires. La collusion entre le PRI mexicain² et certains cartels est aujourd'hui un fait que même les leaders actuels du parti ne contestent pas. La Colombie et le Mexique sont bien deux Etats dans laquelle la drogue est très importante sur la scène nationale.

Cependant, dans le cas de la Colombie, la drogue, et en particulier la cocaïne, joue un rôle encore plus essentiel; elle est le nerf de la guerre et de la violence dans le pays et elle en même temps le facteur structurant des relations internationales. La lecture de la biographie de Pablo Escobar permet de comprendre toute l'ampleur de la question de la drogue en Colombie. Congressiste du parti libéral, il a été au cœur de la vie politique et économique colombienne au cours de sa vie. En tant que chef du cartel de Medellín il a amassé des milliards de dollars avec la complicité d'autorités politiques locales et nationales. Il s'est allié temporairement avec les FARC, a financé un trafic d'arme destiné aux sandinistes nicaraguayens, il a fait construire des centaines d'écoles et de routes. Enfin, il a été tué en 1994 après une guerre de trois ans livrée entre son organisation et l'Etat colombien, guerre qui a fait des milliers de victimes. De son vivant Pablo Escobar était internationalement connu, le maître de son fief de Medellín, et un des barrons de la politique nationale. Il a influencé les relations entre les Etats-Unis et la Colombie si bien que les services secrets américains ont directement participé à sa traque et son depuis lors présents sur le sol colombien dans le but de réaliser des opérations antidrogues. Le démantèlement de son organisation a par ailleurs

² Jean François Gayraud, *Le monde des mafias*, Paris, Odile Jacob, 2005

crée une crise économique très importante dans la région de Medellin³. La vie de ce parrain de la cocaïne qui exposait fièrement devant son ranch sa première « avionnette » est sûrement un cas à part mais elle est en même temps révélatrice de l'importance de la drogue en Colombie. La cocaïne génère des profits immenses aux organisations qui sont impliquées dans ce négoce et elle a complètement bouleversé le système politique colombien.

Afin de réaliser ce mémoire j'ai effectué de nombreuses recherches, réalisé sept entretiens dont un avec un parlementaire colombien, et suivi quotidiennement l'actualité politique colombienne. Malgré cela il est vite apparu que je rencontrais de grandes difficultés. Tout d'abord la drogue est un sujet qui a été très peu traité en tant que tel en Colombie. Ensuite les acteurs impliqués (l'Etat colombien, les FARC, les paramilitaires) tentent tous de minorer le problème de la drogue ou de la reporter sur d'autres acteurs. Ensuite, les chiffres avancés par les Etats-Unis, l'ONUUDC et le gouvernement colombien ne coïncident pas toujours ce qui rend difficile leur interprétation.

Par ailleurs les analyses objectives en matière de lutte contre le trafic de drogue sont assez rare tant le sujet est sensible sur la scène nationale et internationale. En effet, de nombreux articles traitant ces questions tentent soit de critiquer le gouvernement colombien à outrance soit de lui apporter un soutien démesuré. Il existe en réalité très peu d'éléments « scientifiques » concernant l'importance de la drogue dans le système politique ou les relations internationales de la Colombie. J'ai tenté au cours de mes recherches de me centrer sur des faits qui s'approchent le plus possible de la réalité et de les analyser en leur donnant une certaine cohérence.

Mon souhait était au départ d'analyser le problème de la drogue en Colombie uniquement en tant qu'élément fondamental de ses relations internationales. Néanmoins, il m'a vite semblé que la drogue conditionne autant le système politique colombien sur le plan national qu'international. Les FARC sont par exemple au centre de l'intervention américaine à travers le plan Colombie et il est impossible d'analyser et de comprendre le plan Colombie sans comprendre les relations que les FARC entretiennent avec la drogue sur le plan national. Par ailleurs, la faiblesse de l'Etat colombien est également un élément que l'on doit prendre en

³ Mollison James, *The memory of Pablo Escobar*, Londres, Chris Boot, 2007.

compte afin de comprendre son incapacité à mener seul la guerre antidrogue. La question centrale à laquelle tente d'apporter des éléments de réflexion ce mémoire est celle de l'importance de la drogue pour la Colombie en tant qu'Etat. Il semble dans un premier temps qu'elle est un élément central du système politique colombien, en tant que source de pouvoir pour les acteurs armés illégaux, facteur de faiblesse pour l'Etat colombien et enfin enjeu concret de la violence politique en Colombie. Ensuite, la guerre contre la drogue est essentielle pour la Colombie sur la scène internationale dans la mesure où elle est au cœur de l'alliance avec les Etats-Unis mais également de l'isolement régional et international de la Colombie dans sa stratégie.

Première partie - La drogue dans le système politique colombien

Le système politique colombien au regard de la situation actuelle est marqué par un certain nombre de spécificités. La Colombie est un pays en guerre civile depuis une quarantaine d'années, notamment entre les FARC et l'Etat. Néanmoins, d'autres aspects et acteurs de la guerre rendent beaucoup plus complexe le conflit qui ne se résume pas, comme on le perçoit souvent vu de l'étranger à une guerre entre une guérilla marxiste et un Etat aux institutions démocratiques. Du point de vue des acteurs présents dans le conflit il semble que la confusion soit très importante, notamment en ce qui concerne la responsabilité des massacres de civils. Les principales forces, mis à part la guérilla des FARC et le gouvernement, sont l'ELN⁴, les groupes paramilitaires et les organisations criminelles internationales. Cependant, il est difficile de marquer une frontière limpide entre ces acteurs dans la mesure où l'Etat est infiltré par les paramilitaires et les cartels. Par ailleurs, les FARC et autres guérillas tirent d'importants profits d'activités illicites.

La guerre entre l'Etat colombien et la guérilla des FARC est la seule qui est officiellement déclarée. Sur le terrain se sont pourtant les paramilitaires qui affrontent au quotidien les FARC en suppléant l'armée régulière qui ne s'aventure plus dans certaines zones depuis longtemps. La guerre entre ces entités armées illégales porte de moins en moins sur une opposition idéologique et de plus en plus sur une lutte pour le contrôle de cultures illicites et de zones stratégiques d'exportation. La drogue est ainsi au centre des luttes de pouvoir en Colombie, tant militairement dans les zones de conflit que politiquement dans les sphères démocratiques du pouvoir politique. Elle est un enjeu électoral, un objet de confrontation, une source de revenu et une arme politique.

⁴ ELN: Ejército de liberación nacional. Guérilla qui se réclame du progressisme révolutionnaire et qui compte environ 5000 hommes, surtout dans le centre du pays.

Chapitre 1- La Colombie, un Etat faible et corrompu par la drogue

L'importance de la drogue dans le système politique colombien est aujourd'hui incontestable. En effet, tous les acteurs politiques du pays, qu'ils soient légaux ou illégaux, se positionnent, survivent, disparaissent ou prennent de l'importance en fonction de leur relation avec la drogue. Cette relation étroite se vérifie tant pour les partis politiques, les institutions centrales et locales, l'armée, les paramilitaires et les mouvements de guérillas. Néanmoins ces acteurs ont un rapport différent à la drogue, les organisations criminelles qui sont des acteurs politiques de premier plan en Colombie n'ont d'autres raisons d'exister que la production et le trafic de drogues. A l'inverse, certains hommes politiques et membres du pouvoir judiciaires ont une réelle volonté de lutter contre le processus de narco-démocratie qui s'opère depuis de nombreuses années en Colombie. Entre ces deux extrêmes, la grande majorité des acteurs politiques sont influencés de manière plus ou moins directe par le trafic de drogue. Ainsi, si les membres du parlement ne sont pas des chefs de cartels, leurs campagnes sont très souvent financées avec l'argent de la drogue et lorsque ce n'est pas le cas, leur sécurité physique est très largement conditionnée par un accord tacite de non agression avec certains cartels. De la même manière, la guérilla communiste des FARC n'a pas abandonné ses revendications politiques mais l'argent de la drogue représente une manne financière qui est aujourd'hui fondamentale à leur survie, et la lutte pour le contrôle des zones de production est devenue à court terme plus importante que la guerre livrée à l'Etat colombien.

Section1- La drogue, un fondement de l'économie et de la politique colombienne

Pour désigner certains Etats du golfe persique les analystes politiques n'hésitent pas à parler de monarchie pétrolière tant l'or noir est un instrument politique central de part son importance économique. L'or blanc colombien est illégal et l'Etat le combat officiellement mais il reste une des bases de l'économie colombienne, véritable narco-démocratie.

L'importance politique de la drogue ne peut se mesurer si l'on ne perçoit pas son impact dans l'économie colombienne. En effet, c'est avant tout parce qu'elle est extrêmement rémunératrice que la cocaïne est devenue fondamentale dans le système politique colombien. La tradition libérale de la Colombie a accentué ce phénomène. Dans la mesure où les

investissements sont très peu contrôlés, les investissements issus du trafic, dans l'économie légale, se font en grande majorité sur le sol colombien. Ainsi, au même titre que le café, le bois ou le sucre, le prix de la cocaïne, l'offre et l'état du marché déterminent directement la santé et la croissance économique du pays⁵.

Les estimations du chiffre d'affaire ou des bénéfices réalisés par les mafias colombiennes sont relativement variables. En 1991, l'hebdomadaire britannique, *the economist*, avançait le chiffre de 7 milliards de dollars de revenus bruts annuels. Selon une agence américaine proche du pentagone leurs revenus nets varieraient aujourd'hui entre 3 et 7 milliards de dollars ce qui laisse à supposer un chiffre d'affaire global de plus de 10 milliards de dollars. Ce chiffre surprenant l'est encore plus lorsque l'on se rend compte que cela représente environ 5 à 10% du PNB de la Colombie.

Ainsi, les opérations menées par l'Etat dans le but de lutter contre le trafic de drogue ont parfois des conséquences tragiques sur l'économie locale, tant dans les villes que dans les zones rurales. La répression lancée contre le cartel de Medellin et son chef historique, Pablo Escobar, a en effet entraîné une récession économique sans précédent dans la région, parallèlement à une accélération de l'activité dans la région de Cali, dont le cartel dominé par les frères Rodriguez Orejuela a été épargné par les répressions jusque dans les années 1990. Au niveau rural, la dépendance économique face à la drogue est encore plus directe et le problème des réfugiés et déplacés est très fortement lié à la cocaïne. Selon le dernier rapport mondial sur les drogues des Nations Unies, plus de deux millions de réfugiés nationaux seraient actuellement présents en Colombie ce qui fait de ce pays le troisième mondial du classement du Haut Commissariat aux réfugiés.

Les observateurs internationaux estiment qu'environ 4 milliards d'argent venant directement de la drogue sont réinjectés de manière légale dans l'économie colombienne chaque année⁶. Afin de comprendre à quel point l'argent de la drogue a des conséquences directes sur la corruption du système politique il est intéressant de voir quelle est la nature de ces investissements.

Ils sont avant tout concentrés sur la terre, on estime que déjà en 1993 les cartels

⁵ Pierre Kopp, *Economie de la drogue*, Paris, La découverte, 2006.

⁶ idem

avaient acheté près de 3 millions d'hectares de terres de bonnes capacités agricoles sur les 8 milliards que compte le pays. A l'heure actuelle la répression qui a frappé les cartels a été compensé par leurs nouveaux investissements aussi peut on estimer que ce total est resté plus ou moins inchangé. Actuellement selon le PNUD, les narcotrafiquants sont en Colombie propriétaires de 4 millions d'hectares des meilleures terres⁷. Les terres achetées sont mises en valeur pour des cultures légales la plupart du temps, elles représentent une manne financière et un pouvoir extraordinaire aux narcotrafiquants. Elle leur permet tout d'abord de blanchir leur argent et ensuite d'avoir un contrôle territorial immense sur le territoire colombien. Cela explique en partie l'étroite relation entre le narcotrafic et les paramilitaires. En effet, la majorité de ces terres étaient situées dans des zones où une guérilla était présente.

Ainsi, les trafiquants ont décidé d'appuyer massivement les escadrons de la mort paramilitaires dans le but d'expulser de ces zones les insurgés. Lorsque les zones de production de drogues sont contrôlés par une guérilla, les narcotrafiquants ne peuvent s'enrichir que dans le cadre de transactions faites avec les FARC, transactions dangereuses et relativement peu rémunératrice. En revanche, si ces territoires sont contrôlés par des paramilitaires, les narcotrafiquants peuvent contrôler tout le processus, de la fabrication jusqu'à la vente. Les liens entre les paramilitaires et les narcotrafiquants sont si importants qu'il est difficile d'établir une stricte séparation entre les deux. Les paramilitaires sont souvent des milices destinées à protéger les intérêts économiques de certains cartels en échange de services et d'argent. Lorsque l'Etat colombien a décidé de s'attaquer aux paramilitaires en 2003, près du tiers du parlement a été emprisonné et reconnu de corruption, de nombreux parrains de la mafia ont eux mêmes été arrêtés ainsi que des dizaines de chefs paramilitaires.

La collusion, paramilitaires, monde politique et cartels pourrait se résumer à la seule histoire de Pablo Escobar, baron de la drogue tué en 1994 par les forces spéciales colombiennes au terme d'une guerre mafieuse sanglante qui s'est soldée par plusieurs milliers de morts. Evidemment tous les membres du parlement ne sont pas dans cette situation mais le fait que Pablo Escobar n'ait jamais caché ses activités montre à quel point le système colombien est totalement rongé par la drogue. Les soutiens dont il a pu bénéficier au sein des plus hautes sphères de la justice, de l'administration et même du gouvernement n'ont pu le sauver en dépit

⁷ Gustavo Duncan, *Les seigneurs de la guerre à la conquête des villes de Colombie, Drogues et antidrogue en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

de tous ses efforts.

Depuis cette époque, les parrains font preuve de beaucoup plus de discrétion mais les liens qu'ils entretiennent avec le monde politique sont évidents et peuvent se vérifier presque quotidiennement, notamment au travers de nombreux scandales. Dans cette optique le parlement est l'institution la plus représentative de cette corruption généralisée. Même si le monde politique est très lié à la drogue les hommes politiques corrompus ne sont pas de simples exécutants de la volonté des narcotrafiquants, ils bénéficient eux aussi de contreparties très importantes. Environ un tiers des parlementaires élus actuellement ont financés leur campagne grâce à des dons issus de narcotrafiquants ou de paramilitaires. La législation colombienne étant très souple sur ce sujet, et il semble assez logique que les parlementaires eux-mêmes ne souhaitent pas changer ce laxisme. Les membres du cartel de Medellin, dominé par les frères Orejuela, ont ainsi contacté tous les candidats à l'élection présidentielle de 1994 afin de leur proposer leurs services dans le cadre de leur campagne électorale. Nombre d'entre eux ont accepté dont vraisemblablement le vainqueur de l'élection d'Ernesto Samper en 1994, ce qui a contribué à sa victoire⁸.

Depuis l'arrivée à la présidence du pays d'Alvaro Uribe il semble que les choses aient légèrement évolué vers plus de transparence dans les hautes sphères de l'Etat. En effet, les actions engagées contre les paramilitaires et les cartels ont été relativement efficaces. Néanmoins il semble que cela ne représente qu'une partie de l'iceberg d'un système corrompu à tous les étages. Dans les régions où l'Etat central n'a que peu de pouvoir, la protection ou au moins la neutralité des cartels est nécessaire aux dirigeants politiques ne serait ce que pour pouvoir préserver leur intégrité physique. La police est l'institution qui est la plus infiltrée par les cartels et cela est d'autant plus vrai dans les zones de production de drogue. Ainsi les élus du polo democrático, parti de gauche qui est en pleine progression actuellement, doivent faire face à une violence extrême de la part des cartels et des escadrons de la mort, car ils n'ont pas de liens historiques avec les cartels et se présentent ouvertement contre le crime organisé. Dans les régions pauvres et éloignées du pouvoir central, seuls les deux partis historiques sont présents.

⁸ Jean François Boyer, *La guerre perdue contre la drogue*, Paris, La découverte, 2001

Section 2- La faiblesse de l'Etat colombien

La faiblesse de l'Etat colombien se caractérise d'une part par une incapacité à contrôler ses frontières et l'ensemble du territoire et d'autre part par la difficulté à fédérer les acteurs de l'administration dans le but d'atteindre l'intérêt général. La tradition libérale de l'Etat colombien remonte au début du XX^{ème} siècle voire à la fin du XIX^{ème} lors des débuts de la démocratie. Les deux partis qui monopolisent le pouvoir depuis des décennies presque sans interruption, le parti libéral et le parti conservateur, sont tous deux adeptes du libre-échange, d'une faible intervention de l'Etat dans l'économie et d'une privatisation des principaux secteurs de l'économie. Par ailleurs les colombiens sont plutôt méfiants à l'égard de l'Etat et cela se manifeste notamment par le refus de payer des impôts conséquents. La Colombie est un des pays d'Amérique latine avec le plus faible taux d'imposition.

L'Etat bénéficie donc de peu de ressources propres et cela est en plus accentué par le fait qu'une très grande partie de l'économie colombienne est illégale et ne peut donc pas être imposée. La drogue est l'exemple le plus équivoque des problèmes que pose cette tradition libérale en Colombie. Tout d'abord parce que les faibles contrôles de marchandises aux frontières et la tradition libre-échangiste rendent très difficile la lutte contre le trafic de drogue. Ensuite, les faibles ressources dont dispose l'Etat et son manque de présence dans la société colombienne rendent encore plus difficile la lutte contre le trafic de drogue et les opérations de démantèlement de réseaux mafieux. La faiblesse de l'Etat colombien se manifeste concrètement par deux grandes carences qui laissent à penser que la Colombie est un Etat faible, d'une part son incapacité à contrôler son propre territoire et d'autre part les divisions et la corruption qui caractérisent son administration.

1. Un territoire et des frontières partiellement maîtrisées

L'une des caractéristiques de l'Etat est le contrôle sur un territoire du monopole de la contrainte physique légitime. Ainsi, l'Etat serait le régulateur des conflits et le garant de l'ordre social sur un territoire donné. Dans le cas de la Colombie cela supposerait d'une part le

contrôle de la totalité du territoire et de l'autre des frontières. Lorsque l'on regarde la réalité politique actuelle en Colombie on peut estimer qu'aucune de ces deux conditions n'est réellement remplie. Ainsi, sur un territoire de 1 141 748 km² on peut estimer que l'Etat en contrôle moins de la moitié en tant que seul maître du monopole de la contrainte⁹. Les centres-villes, notamment Bogota, les zones côtières, les zones minières, globalement les parties les plus riches du pays et les moins tournées vers les activités illégales sont contrôlées directement et quasi-uniquement par l'Etat. Les grands axes de communication sont très importants dans ce contexte et l'Etat colombien déploie des forces très puissantes dans le but de pouvoir contrôler ces routes face aux prétentions de ces concurrents. Par ailleurs, ces territoires sont les seuls qui peuvent accueillir relativement sereinement des touristes et des journalistes. La criminalité, bien qu'élevée, y est relativement basse comparée au reste du territoire. Cette partie de la Colombie peut-être considérée comme relevant de l'Etat démocratique et les droits de l'homme y sont globalement respectés. Néanmoins, comme nous le verrons par la suite, l'influence des acteurs illégaux y est également très forte et l'Etat loin d'être un ensemble unifié et discipliné est très corrompu et divisé.

Ensuite existent des zones dans lesquelles l'Etat est présent mais doit faire face à la concurrence d'autres acteurs, illégaux, dans l'exercice de la puissance publique. En général ces acteurs sont des organisations criminelles, ou des groupes paramilitaires situés dans des zones relativement accessibles. Ces zones regroupent les banlieues des grandes et moyennes villes, les alentours immédiats des villes ainsi que certaines zones agricoles relativement intégrées à l'économie nationale. L'Etat n'a en général pas les moyens de s'opposer à ces acteurs illégaux et est en outre infiltré au sein même de sa propre administration.

Ainsi, l'intérêt de l'Etat et de ces groupes est souvent de maintenir le statut quo afin d'éviter une effusion de sang, et surtout de protéger les activités des uns et des autres. Pour les membres de l'administration colombienne il s'agit avant tout de maintenir son pouvoir face aux éventuels opposants, pour les organisations illégales le but est de faire régner l'ordre et surtout de poursuivre leurs activités illégales. Lorsque l'Etat décide de reprendre en main ces zones et qu'il rompt son alliance tacite avec les organisations criminelles le résultat est souvent désastreux.

⁹ Gustavo Duncan, *Les seigneurs de la guerre à la conquête des villes de Colombie, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Après une vingtaine d'années de relations « cordiales » avec le cartel de Medellín, l'Etat colombien a décidé de reprendre en main le bastion de Pablo Escobar qui était le véritable chef de la ville. Sous la pression des américains une véritable guerre s'est lancée entre l'Etat colombien et son ancien allié, une guerre qui s'est soldée par des milliers de morts. Le démantèlement du cartel de Medellín permet de comprendre la dualité du monopole de la violence dans certaines parties du territoire colombien¹⁰. Ce n'est pas une simple organisation criminelle qui a été mise au grand jour mais un Etat dans l'Etat, capable de réguler l'ordre, d'influer sur les décisions des autorités officielles, de construire des routes, des écoles et surtout de mener une guerre contre l'armée. Pendant vingt ans cette organisation a existé, a poursuivi ses activités et a étendu son influence sans que l'administration colombienne ne tente rien face à ce concurrent. Le cas de Medellín est bien entendu emblématique mais il montre néanmoins que l'Etat colombien cohabite avec d'autres acteurs dans de nombreuses régions et ce, au détriment de ses prérogatives de puissance publique.

Enfin, dans une partie évaluée actuellement entre 25 et 35 % de l'ensemble du territoire colombien, selon les experts et observateurs internationaux (ce chiffre fluctue en fonction de l'évolution de la situation), l'Etat n'existe pas ou du moins pas de manière permanente. Ces zones sont présentes un peu partout sur le territoire colombien, même si elles sont rares près des côtes. Les lois de l'Etat central ne s'appliquent pas dans ces territoires et une forme de justice, de régulation sociale et d'imposition est dispensée par un autre acteur concurrent de l'Etat. Ces zones sont celles que contrôlent totalement les FARC, l'ELN et les paramilitaires ou AUC¹¹. L'économie, le politique et l'éducation relèvent de mécanismes totalement différents. Les organisations qui contrôlent ces territoires les ont en général obtenus par la force et l'organisation se caractérise par une forme de violence généralisée. Les paramilitaires et les FARC sont les acteurs qui contrôlent ces zones et les administrent au quotidien. Il existe cependant, au-delà de l'idéologie, une véritable différence entre ces acteurs.

En effet, les paramilitaires ont de nombreuses connexions avec l'Etat colombien et la

¹⁰ Mollison James, *The memory of Pablo Escobar*, Londres, Chris Boot, 2007.

¹¹ AUC: Autodefensas unidas de Colombia. Organisation créée par Carlos Castaño en 1992 et qui regroupe les principaux groupes paramilitaires.

frontière entre un territoire uniquement administré par les AUC et un territoire où les AUC sont présents conjointement à l'Etat colombien est ténue. Néanmoins depuis 2001 le nombre d'attaques de l'armée colombienne contre les AUC a augmenté et est passé de moins de 70 à près de 300 par an¹². Ainsi, les AUC contrôlent de plus en plus des territoires imperméables à la présence de l'Etat même si cela n'est pas vrai sur l'ensemble du territoire. En revanche, lorsque les FARC contrôlent un territoire, l'Etat y est totalement absent et il n'est pas difficile de percevoir la frontière entre les zones contrôlées par l'Etat et, ou les AUC et les zones contrôlées par les FARC.

Dans ces territoires, qui sont très peu connus du grand public et des politologues eux-mêmes, il semble que règne une sorte de micro-Etat autoritaire qui fonde ses ressources sur les activités illicites. Ainsi, si la première ressource des FARC a longtemps été l'enlèvement c'est de plus en plus la drogue qui finance leurs activités. De la même manière, les AUC dépendent encore plus étroitement du commerce et de la production de drogue au sein des territoires qu'ils contrôlent. On peut noter que dans la réalité ces zones sont très fortement militarisées et qu'il y règne une extrême violence. La seule présence de l'Etat colombien se matérialise par des interventions militaires destinées soit à combattre le seigneur de guerre ou le groupe armé maître de ce territoire, soit à s'attaquer à des activités liées aux substances illicites. Par ailleurs ces zones sont en perpétuelle évolution et se caractérisent par une forte instabilité à tous les niveaux.

En effet, les groupes armés, particulièrement les FARC sont en conflit ouvert avec le gouvernement colombien dans le but de contrôler ce territoire et l'étendue des zones contrôlées dépend des évolutions de la situation militaire. Cet état de guerre perpétuelle crée un climat d'insécurité très important qui engendre une tension extrême de la part des acteurs impliqués dans ces conflits. Concrètement cela se manifeste par une agressivité extrême face aux civils soupçonnés d'avoir collaborés avec l'ennemi. Les mouvements de populations sont nombreux et la situation sociale et économique est plus que préoccupante. En outre ces zones sont basées sur une économie illégale qui est-elle même très instable par nature. Les campagnes de fumigations ou d'arrachage manuel de cultures entraînent des désastres économiques très importants pour les populations concernées. Ces fluctuations entraînent

¹² Oscar Jansson, *L'impact des paramilitaires sur la production de cocaïne, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

également des combats pour la conquête de nouvelles zones propices à la production de drogue.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Alvaro Uribe la situation semble avoir évolué vers une reprise du conflit. La volonté affichée du président de reconquérir les zones hors du contrôle de l'Etat et de combattre les cultures illicites s'est matérialisée par des combats de plus en plus nombreux et violents entre l'Etat et ses concurrents, en particulier les FARC¹³. Sur le terrain ce combat semble être relativement fructueux dans la mesure où de nombreuses zones qui étaient totalement hors de portée de l'Etat se sont réintégrées dans une certaine légalité démocratique. Néanmoins, il faut relativiser, les acteurs armés se caractérisent par leur capacité de mobilité, de la même manière que les cultures illicites. Ainsi, si l'Etat « récupère » des territoires qui étaient jusque là hors de son contrôle, il en perd également. Les cultures illicites, particulièrement de cocaïne ont la spécificité de pouvoir également se déplacer facilement et cela représente un atout pour ses groupes armés illégaux.

Par ailleurs la Colombie ne maîtrise que partiellement ses frontières ce qui favorise les activités illégales. L'Etat colombien est frontalier du Venezuela, du Panama, du Pérou de l'Equateur et du Brésil. La topographie et les dimensions de ces frontières rendent très difficile le contrôle strict de ces zones.

Chaque année, des centaines de tonnes de cocaïne et d'héroïne, des milliers de tonnes de marijuana, des milliers d'armes, des centaines de guérilleros, de mafieux ou de paramilitaires rentrent et sortent de Colombie. Peu d'Etats dans le monde ont un tel problème dans l'optique de contrôler leurs propres frontières.

Nous avons défini arbitrairement trois zones dans le but de décrire l'emprise de l'Etat colombien sur son territoire. Bien que cette définition soit approximative il est possible de l'appliquer à la situation des frontières en Colombie. En effet, certaines frontières sont réellement contrôlées par l'Etat colombien, d'autres sont contrôlées par l'Etat conjointement avec d'autres acteurs, ce qui est le cas d'une partie de la frontière avec le Panama gérée avec les paramilitaires, et enfin certaines parties de la frontière sont hors de portée de l'Etat, ce qui

¹³ Juan Carlos Buitrago Arias, *La politique du gouvernement colombien contre le trafic de drogue, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

est notamment le cas d'une partie de la frontière entre l'Equateur et la Colombie qui est contrôlée par les FARC.

La récente crise entre la Colombie et l'Equateur illustre parfaitement ce problème. Un campement des FARC situé entre les deux pays a été bombardé par l'armée colombienne. Les chefs militaires colombiens interrogés au sujet de savoir s'ils avaient effectivement réalisé l'opération en territoire équatorien considéraient cette zone comme faisant partie du territoire colombien mais n'étant pas sous la souveraineté effective de l'Etat colombien. De la même manière Alvaro Uribe avoue son impuissance à contrôler ses propres frontières lorsqu'il affirme que les FARC sont aidées depuis le Venezuela et l'Equateur et que ces deux Etats servent de refuge aux guérilleros traqués. De manière générale l'administration colombienne contrôle néanmoins la plus grande partie des frontières mais la corruption est telle qu'on peut se poser des questions sur l'efficacité de ce contrôle.

Ainsi, l'Etat colombien se caractérise par son incapacité à gouverner sur l'ensemble de son territoire et à contrôler ses propres frontières. La drogue joue un rôle essentiel dans ce contexte, elle matérialise le degré de faiblesse de l'Etat colombien par sa capacité à être présente dans presque tous les départements, à traverser toutes les frontières. Elle représente une ressource inestimable pour les concurrents de l'Etat et surtout elle rend une partie de la population ingouvernable de fait car travaillant dans des activités illégales. Il est difficile d'imaginer l'Etat colombien appliquer réellement les lois qu'il promulgue en mettant en prison les centaines de milliers de cocaceros qui cultivent la coca pour survivre. La drogue est ainsi la principale ressource économique et enjeu de pouvoir dans les zones qui ne sont pas du tout contrôlées par l'Etat. Elle est un élément structurant des relations entre l'Etat et ses concurrents dans les territoires où l'Etat partage le monopole de la souveraineté et enfin, elle est presque invisible dans les territoires totalement contrôlés par l'Etat, néanmoins elle arrive à se frayer un chemin et à sortir du pays avec la complicité de certaines autorités officielles.

Les frontières colombiennes sont le symbole de cette faiblesse de l'Etat. Aucun pays ne peut prétendre à un contrôle total et parfait de ces frontières mais le cas de la Colombie est particulièrement extrême. De nombreuses frontières ne sont pas réellement délimitées ou n'ont jamais été contrôlées par l'Etat, les parties effectivement contrôlées sont également très perméables. Le président du Venezuela Hugo Chavez explique régulièrement que la Colombie

a beau jeu d'accuser le Venezuela de soutenir directement les FARC dans l'Est du pays car le président Uribe est incapable de contrôler cette frontière ce qui rend le travail de l'administration vénézuélienne encore plus dangereux et difficile. Cet argument peut paraître provocateur mais le silence de l'administration colombienne face à ces attaques diplomatiques montre bien à quel point cette question est délicate.

Comme nous l'avons évoqué, l'Etat colombien contrôle totalement ou partiellement un peu plus de la moitié de son territoire. Cependant la corruption généralisée et les divisions au sein de l'administration font que la faiblesse de l'Etat est en réalité une constante dans l'ensemble du pays.

2. Un appareil politico-administratif divisé

La corruption est une donnée fondamentale de l'appareil administratif colombien. Les entretiens que j'ai réalisés avec différents citoyens colombiens, qu'ils soient politiquement engagés ou non sont très révélateurs. Il apparaît que la corruption est telle dans toutes les administrations que les colombiens perçoivent ce clientélisme comme un fait acquis contre lequel il est difficile de lutter tant il est généralisé. Par ailleurs les membres de l'Etat colombien font preuve d'une réelle tendance à se diviser ce qui empêche la mise en place de politiques publiques cohérentes.

Au niveau de la vie politique, ces divisions peuvent se constater au quotidien dans l'instabilité des coalitions, la versatilité des hommes politiques et surtout les innombrables affaires de corruption.

Les partis politiques colombiens contribuent à la faiblesse de l'Etat dans la mesure où leurs divisions affectent la cohérence des politiques publiques. En effet, les deux principaux partis, le parti libéral et le parti conservateur, sont en fait plus des groupes ayant un point de vue commun que des organisations disciplinées. Il n'est pas rare de voir des congressistes voter contre le gouvernement de son propre parti ou au contraire des membres de l'opposition soutenir des lois proposées par la majorité. Le gouvernement actuel est d'ailleurs soutenu par certains libéraux mais aussi par des conservateurs, l'opposition est également formée par des membres de ces deux partis.

Cette confusion rend difficile la mise en place de politiques publiques ou de programmes efficaces et donne peu de lisibilité aux décisions prises, en particulier par le pouvoir législatif. Les « groupes d'intérêts », qu'ils soient légaux ou non, n'ont donc pas de difficulté à trouver des alliés au sein des chambres car il n'existe pas de discipline de parti. Les deux grands partis politiques, dans le but de se justifier face aux attaques de la gauche, mettent en avant leurs volontés de respecter toutes les convictions et de ne pas entraver le débat. Cependant, les récentes mises en examens dans le cadre de l'affaire de la « parapolitique » montrent que les divisions qui règnent dans ces partis sont plutôt le résultat d'une corruption généralisée que d'une réelle volonté démocratique. En effet, la quasi-totalité des acteurs impliqués dans ces scandales sont des membres des deux grands partis. Dans de nombreux cas, des membres des différents partis sont impliqués dans les mêmes affaires de corruption ou de trafic de drogue. Par ailleurs, le débat politique est très limité entre les deux partis qui se partagent le pouvoir en Colombie. Alvaro Uribe, libéral, s'est fait élire avec un programme résolument conservateur et sécuritaire.

Après avoir réalisé plusieurs entretiens et en m'intéressant quotidiennement aux débats politiques colombiens j'ai pu arriver à différentes conclusions. Tout d'abord il apparaît très difficile de percevoir la réelle différence entre les idées du parti conservateur et celles du parti libéral. Ensuite, l'émergence du polo democrático, parti de centre gauche, qui semble être en mesure de prendre le pouvoir, et le déclin du parti conservateur laissent à penser que le bipartisme traditionnel est de plus en plus contesté par les citoyens colombiens qui aspirent à une plus grande lisibilité dans les débats politiques. Par ailleurs, les affaires de corruption sont une réalité quotidienne et les alliances, accusations et démentis sont encore plus importants dans le débat entre opposition et majorité que les questions touchant à la situation du pays et aux politiques publiques.

Les fondements de la politique colombienne ne sont que très rarement évoqués et semblent être l'objet d'un consensus entre les deux grands partis. L'alliance indéfectible avec les Etats-Unis, le libre-échange et le peu d'intervention dans l'économie ne sont jamais remis en cause.

Les partis politiques colombiens sont ainsi fortement divisés et indisciplinés mais en réalité, leurs divisions ne portent pas sur des vraies questions politiques. Par conséquent, il est très difficile d'appliquer des politiques efficaces ou de faire voter des lois visant à lutter contre

la corruption. Le pouvoir exécutif ne peut compter sur un soutien stable et sincère des organes législatifs, ce qui l'amène souvent à passer en force des lois ou des décrets.

Ces divisions basées sur des intérêts plus que sur des questions politiques se retrouvent également au sein de l'administration. Bien que faible numériquement et territorialement, l'administration joue un rôle très important en Colombie. Les divisions et la corruption semble également généralisée au sein de toutes les institutions et à tous les étages. En outre, certains membres d'organes administratifs n'hésitent pas à entrer dans le débat public, rendant ainsi encore plus faibles l'Etat colombien face aux acteurs armés illégaux.

L'institution la plus emblématique de ces divisions est sans aucun doute l'armée. Forte d'environ 105 000 hommes dont 62 000 réguliers et 43 000 professionnels l'armée colombienne joue un rôle majeur dans le système politique colombien¹⁴.

Selon la constitution, l'armée est assujettie au pouvoir politique, unie et elle ne doit en aucun cas s'impliquer dans des sujets de politique nationale. La Colombie est un des rares pays d'Amérique latine ne pas avoir pas connu de succession de coups d'Etats militaires. Cependant, comme dans de nombreux Etats du sous-continent, les militaires pèsent dans le jeu politique. Différentes tendances existent au sein de l'armée, certaines franges de l'armée sont plus libérales et d'autres plus conservatrices.

Néanmoins de manière générale l'armée se caractérise par un ancrage à droite, voire à l'extrême droite, comme le prouve le refus de certains militaires de combattre les AUC qui selon eux « ont rendu de grands services à la nation » dans le combat contre les FARC.

Depuis le début du conflit armé en Colombie, différentes trêves ou cessez-le-feu ont été signés par le pouvoir colombien dans le but de négocier avec les FARC. Le plus récent accord de ce type a été rompu en 2002 par le gouvernement et les guérilleros et s'est traduit par la reprise des combats, particulièrement dans le Sud du pays. Lors de chacune de ces trêves certains éléments de l'armée ont manifesté leur mécontentement en tentant de faire pression sur le pouvoir politique. Prenant la forme de communiqués ou de démissions massives ces tentatives d'irruption dans le débat politique ont eut une grande influence dans la politique étrangère et intérieure colombienne. Tout d'abord cela a amené le gouvernement

¹⁴ Site Internet du gouvernement colombien : www.presidencia.gov.co

colombien à s'appuyer de plus en plus sur des alliés extérieurs (concrètement les Etats-Unis) dans ses opérations militaires. En outre cela a conduit le pouvoir politique à se tourner vers un nombre croissant d'acteurs dans les opérations qu'il mène contre les groupes armés illégaux ou les cultures illicites. Afin de ne pas être sujet aux pressions d'une seule institution le pouvoir colombien se trouve dans une situation où il est difficile de mettre en place des opérations cohérentes.

La faiblesse numérique de l'armée est également surprenante: une centaine de milliers d'hommes, tandis que les paramilitaires seraient environ 20 000, les FARC et autres guérillas plus de 15 000, les miliciens plus de 5 000, et les sicarios, hommes armés travaillant pour certains cartels également plus de 10 000. Ainsi, près de 50 000 guerriers illégaux sont présents sur le territoire colombien, l'armée ne comptant qu'un peu plus du double d'effectifs. En outre, si l'on ajoute à cela le fait que de nombreux habitants sont armés et que des millions d'armes circulent en Colombie on peut se demander pourquoi l'armée est si peu importante alors que le pays est en guerre civile ou du moins en proie à une violence politique généralisée. Il est probable que le pouvoir politique colombien ne souhaite pas renforcer l'armée afin de ne pas perdre sa maîtrise sur les militaires.

Ainsi, la faiblesse, les divisions et la corruption de l'Etat colombien amènent à nuancer l'analyse généralement courante qui qualifie la Colombie de « plus vieille démocratie d'Amérique latine ». La drogue, notamment depuis l'arrivée de la cocaïne, a affaibli un peu plus l'Etat colombien, tant parce qu'il a contribué à aggraver le système clientéliste et les divisions que parce qu'il a renforcé les acteurs armés illégaux qui font concurrence à l'Etat.

Chapitre 2- La drogue, le nerf de la guerre en Colombie

La présence d'acteurs armés illégaux sur le territoire colombien constitue une spécificité essentielle dans le but de comprendre le système politique colombien. Leur emprise territoriale rend impossible la présence d'un Etat de droit démocratique. Ils sont également les acteurs principaux de la guerre au quotidien. Le terme « guerre » peut sembler ici exagérer mais il est régulièrement employé par les différents acteurs du conflit, tant les guérillas que les paramilitaires voire les responsables politiques colombiens. Quoiqu'il en soit la Colombie est le théâtre de nombreuses violences et la double victoire d'Alvaro Uribe candidat de la « sécurité démocratique » montrent à quel point l'essentiel pour de nombreux colombiens est avant tout la fin des innombrables conflits qui existent au sein du pays.

Cette interminable guerre qui secoue la Colombie depuis plusieurs décennies a été de plus en plus conditionnée par la drogue. En effet, les zones contrôlées par les acteurs non-étatiques sont en général beaucoup plus rurales et isolées que celles contrôlées par l'Etat colombien or ce sont dans ces zones qu'est produite et souvent transformée la cocaïne. Ainsi, les FARC et les paramilitaires, même si ils ont officiellement disparus, ont la main mise sur une ressource économique très lucrative dans des zones dépourvues économiquement.

Les récentes victoires de l'Etat colombien sur la guérilla marxiste sont d'autant plus importantes que les zones conquises étaient bien souvent des lieux de production massive de cocas. Le déclin actuel des FARC tant au niveau militaire qu'économique et politique est lié en grande partie à la perte de ces ressources.

La drogue est au cœur de la violence en Colombie, elle est en effet au centre de l'évolution et de la stratégie des groupes armés illégaux qui sont présents sur le territoire. Tant pour les FARC que pour les paramilitaires, la drogue représente des ressources, du pouvoir et une base sociale, autant de facteurs indispensables à leur survie.

Section 1- Les liens entre les FARC et la drogue

L'augmentation très importante des superficies de cultures de coca en Colombie a permis aux groupes rebelles que ce soit les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) marxiste, ou les groupes paramilitaires d'extrême droite, de se développer. En protégeant les paysans producteurs de coca et en tirant profit des taxes sur la production et le trafic de cocaïne, ils ont accru leur contrôle territorial et donc le nombre de leurs combattants¹⁵.

1La drogue : une ressource de plus en plus importante pour les FARC

Dans un premier temps les FARC protégé les cultivateurs de coca qui constituaient sa base sociale, notamment en limitant les superficies de cultures, en interdisant la délinquance et la consommation et, en échange, la guérilla percevait un impôt sur cette culture comme sur toutes les autres productions. Néanmoins cette activité étant largement plus rémunératrice que les autres, elle a pris une place de plus en plus importante dans l'économie, la politique et les opérations militaires de la guérilla. Tout d'abord il est indispensable de comprendre qu'autoriser la culture de coca n'a de sens que si des trafiquants achètent la production et la transforment. Les FARC ont ainsi commencé à percevoir des impôts sur les activités lucratives des trafiquants de cocaïne et sur le transit de cette drogue. Dans ce contexte, les guérilleros se sont peu à peu liées à des activités criminelles, sans toutefois gérer leurs propres laboratoires et en ne participant que dans de rares cas à des réseaux d'exportation. Ces limitations auto-imposées ont des raisons pratiques qui vont au-delà de l'idéologie marxiste.

En ce qui concerne les exportations, les FARC, contrairement aux paramilitaires ne contrôlent ni villes portuaires en Colombie ni réseaux commerciaux à l'étranger. Par ailleurs, en ce qui concerne les laboratoires, la production de drogue implique le contrôle de réseaux d'importation de précurseurs chimiques, ce qui constituerait un investissement sans doute trop important des FARC qui pourraient les détourner de leurs objectifs militaires une partie de leurs forces. Cependant la récente découverte de laboratoires, notamment dans le Sud du pays, laisse penser que les FARC sont de plus en plus impliqués dans la transformation de la coca¹⁶.

¹⁵ Ricardo Vargas Meza, *Trafic de drogue et conflit armé en Colombie, une relation symbiotique ? Drogues et antidrogué en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

¹⁶ Juan Carlos Buitrago Arias, *La politique du gouvernement colombien contre le trafic de drogue*, *Drogues et*

Même s'il n'est pas inenvisageable que les FARC aient quelques contacts avec des trafiquants de pays voisins, leur isolement international est tel qu'il paraît très peu probable que les guérilleros organisent le trafic de cocaïne à grande échelle de la production jusque la vente dans les pays occidentaux comme le font les Etats-Unis. Les FARC ne sont pas devenus un cartel concurrent des autres sur le grand marché de la cocaïne. Néanmoins Alain Labrousse qui a étudié de près les relations entre la guérilla et la drogue estime que « si les revendications politiques et sociales de l'organisation continuent d'être présentes, les dérives vers des pratiques mafieuses sont également incontestables »¹⁷.

En 1982, les FARC comptent environ 2000 combattants répartis en quinze fronts. A cette même époque, le cartel de Medellin, dominé par Pablo Escobar, installe des cultures illégales et des laboratoires dans les régions sous l'influence de la guérilla. Afin de bénéficier de ressources importantes, les chefs guérilleros acceptent que leurs fronts pactisent avec les trafiquants. En effet, cette alliance ou du moins ce pacte de non-agression a permis aux guérillas d'obtenir de grands bénéfices, se chiffrant tous les ans à des dizaines de millions de dollars. Cet enrichissement a totalement modifié le rapport de force entre les FARC et l'Etat colombien. Les bénéfices de la guérilla sont tels qu'en 1993, les FARC élaborent une stratégie qui leur permettra de prendre le pouvoir à moyen terme. Pour réaliser cet objectif les FARC ambitionnent d'arriver à former une armée de 15000 hommes et de contrôler la cordillère occidentale qui domine Bogotá. Ce plan nécessite des rentrées d'argent rapides et substantielles et c'est tout naturellement vers la drogue que se centrent leurs ambitions.

Dès 1984, la pratique de l'impôt révolutionnaire qui représentait 10 à 20 % des ventes de trafiquants a commencé à se généraliser. Le début de l'expansion des cultures de coca à partir de 1990 a accéléré ce phénomène et a ainsi largement contribué à renforcer la guérilla, tant économiquement que militairement. Dans certaines zones, l'alliance entre ces cultivateurs et les FARC devient dès lors permanente. Selon Eduardo Mackenzie, « la guérilla est peu à peu devenu l'appareil militaire et policier des narco-cultivateurs, de la même manière que les paramilitaires ».

antidrogue en Colombie, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

¹⁷ Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues*, Paris, que sais-je ?, 1999.

2.L'évolution de la stratégie militaire des FARC

Le discours marxiste-léniniste étant peu à peu devenu secondaire, les FARC se sont de plus en plus centrés vers l'acquisition de zone territorialement lucratives, et ce dans le but de pouvoir se renforcer afin de prendre le pouvoir à long terme. José Luis Barbiera, reporter du journal espagnol EL Pais, après une visite aux endroits où les FARC sévissent raconte qu'aujourd'hui il y a « un authentique cartel de la guérilla ». Selon lui, « d'après un pacte d'auto suffisance économique, chacun des 66 fronts des FARC reçoit un quota de semences pour la culture de coca ». Il ajoute que « Les fronts qui transforment la cocaïne sont trois [...]. Leur drogue est exportée à travers les organisations des narcos qui paient avec des dollars ou avec des armes. La police a même trouvé il y a quelques mois un conteneur rempli de dollars destiné à la guérilla. ».

En un peu plus de dix ans, du milieu des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990, la guérilla a conquis militairement les principales zones de production de drogue en Colombie, ce qui a considérablement modifié la capacité militaire des FARC, mais aussi la structure politique de l'organisation clandestine.

Il ne s'agit pas de dire que les FARC sont devenus un cartel dont l'unique but serait le profit lié aux activités illicites. Comme l'a montré Alain Labrousse, les FARC n'organisent pas la production de drogue directement et il semble que les paramilitaires soient beaucoup plus liés au trafic de drogue que les FARC. Néanmoins, l'impôt révolutionnaire prélevé sur la coca est peu à peu devenu la principale source de revenu pour la guérilla. A l'heure actuelle, les FARC ne pourraient assurer leur survie sans cet argent. De la même manière la récente campagne de démobilisation des paramilitaires n'a pas été totalement efficace car les ressources que constituent la production et la vente de cocaïne n'ont pas disparues et nécessitent des organisations armées et structurées.

Par ailleurs, en faisant de la drogue la composante essentielle de leur politique les guérilleros ont également modifié leur base sociale. En outre, ils sont devenus des acteurs importants dans les guerres et luttes entre cartels bien qu'ils ne soient vraisemblablement pas devenus une simple « armée de la drogue ». D'après Hernan Quintero, il y a une corrélation

entre le nombre de gens travaillant dans la coca et les effectifs de la guérilla. Selon lui, « l'augmentation des uns favorise celle des autres ». Cette affirmation est vérifiable grâce aux chiffres fournis par les Nations Unies. En 1991, il y a 23100 cultivateurs de coca pour 7400 guérilleros, en 1995 il y a 46446 cultivateurs pour 10711 guérilleros et en 1998, 50 000 cultivateurs pour 21000 guérilleros.

Depuis le début des années 2000 et l'offensive générale lancée contre les FARC a réduit considérablement la zone de territoire qu'ils contrôlaient et qui s'étendait sur presque la moitié du territoire colombien à la fin des années 1990. La perte de ces zones a également entraîné la perte de ressources considérables pour la guérilla. En outre, la base cocolera du mouvement se réduisant, ses effectifs ce sont également considérablement réduits, passant de plus de 20 000 à la fin des années 1990 à environ 10 000 aujourd'hui. Ainsi, l'argent de la drogue et l'attrait politique des zones de production est devenu l'enjeu essentiel de la guérilla à court terme. Pour y parvenir les guérilleros doivent vaincre militairement les paramilitaires. De la réalisation de cet objectif quotidien dépend la prise du pouvoir par les armes, but ultime de la guérilla.

Section 2- L'émergence des paramilitaires : des « narcos-armées » dans le système politique colombien

Le recul de la guérilla et la perte d'une grande partie du territoire sous son contrôle laisseraient penser que le gouvernement colombien a pris le contrôle de ces zones, y a rétabli l'Etat de droit et a éradiqué les activités illicites. Cependant la faiblesse de l'Etat colombien et son alliance avec d'autres groupes armés illégaux, les paramilitaires regroupés dans les AUC, n'a fait que modifier en partie le problème. En effet, l'armée colombienne si elle a réussi à conquérir des zones importantes du territoire n'a en revanche pas les moyens de s'y maintenir et les paramilitaires qui contrôlent ces zones sont des acteurs qui ressemblent dans de nombreux aspects à la guérilla. Leurs méthodes brutales, le caractère de plus en plus étatique de leur projet, leurs liens avec les narcotrafiquants, leurs dépendances à l'argent de la drogue et leur base sociale cocolera sont autant de réalités qui font que la situation a finalement peu

changé, voire empiré, pour les populations civiles habitant dans ces zones.

La résurgence de ces groupes, notamment à travers les *aguilas negras* (aigles noirs) s'explique autant par le regain de violence entre l'Etat colombien et les FARC que par la persistance zones de non droit propices à la production de drogue.

1. La naissance des paramilitaires:

Comme nous l'avons expliqué précédemment partir du début des années 1980 les revenus du trafic de drogue ont atteint des sommets sans précédents. Les bénéfices liés à la cocaïne à partir de cette époque sont totalement inédits dans l'histoire de la criminalité colombienne. Les fortunes constituées par les narcotrafiquants ainsi que le commerce et la violence générée par l'attrait de ce commerce illégal ont bouleversé tous les secteurs sociaux du pays.

Géographiquement cet impact s'est avant tout concentré sur les zones rurales. En effet, les narcotrafiquants ont dès les premières années de grands bénéfices achetés 11 % des terres disponibles. Pour Alvaro Reyes, ces « investissements » ont créé un processus de concentration de la propriété rurale si puissant qu'il parle de « contre-réforme » agraire¹⁸. Dans les zones contrôlées par la guérilla, certaines alliances se sont opérées entre les FARC et les narcotrafiquants dans le but de préserver leurs intérêts respectifs. Néanmoins ces pactes tacites entre les guérilleros et les narcotrafiquants n'ont pas été la règle sur tout le territoire colombien. Tandis que dans le Sud les rebelles et les narcos se sont presque associés, dans un premier temps, afin de protéger les moyens de production de la drogue, dans le Nord et l'Ouest une guerre sanglante les a opposés pour le contrôle des nouvelles grandes propriétés foncières que les trafiquants avaient achetés avec l'argent de la drogue¹⁹.

Dès le début de cette « guerre » qui s'est superposée à celle existante entre les FARC et l'Etat colombien, les narcotrafiquants avec des notables ruraux et alliés aux forces armées ont mis sur pied les groupes paramilitaires dès la première moitié des années 1980. Le

¹⁸ Oscar Jansson, *L'impact des paramilitaires sur la production de cocaïne, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

¹⁹ idem

financement de ces groupes a été relativement facile et rapide dans la mesure où le sentiment d'insécurité était très grand dans ces zones. En effet, les hommes politiques traditionnels, les grands et moyens propriétaires terriens ainsi que les commerçants et entrepreneurs des zones rurales avaient été les principales victimes de la croissance des guérillas. Beaucoup d'entre eux avaient souffert personnellement des enlèvements et extorsions de fond, ils durent parfois même abandonner leurs terres faute de protection efficace.

On peut rappeler ici que dans l'immense majorité des zones rurales en Colombie l'Etat est soit absent, soit en compétition avec d'autres acteurs ou systèmes. Ainsi, les groupes paramilitaires ont été souvent perçus comme des « justiciers » par les anciennes élites locales qui n'avaient pas les moyens de s'opposer à la guérilla. Ils ont par ailleurs bénéficié directement aux nouveaux propriétaires terriens, tant dans leur volonté de maîtrise du territoire face à la guérilla que pour protéger et faire fructifier leurs activités économiques, en particulier celles liées à la cocaïne. Ces premiers groupes paramilitaires fonctionnaient en quelque sorte comme des petites armées chargées d'assurer la sécurité des membres des nouvelles élites rurales issues de la « contre-réforme agraire ». Initialement ces groupes n'avaient pas une véritable autonomie, ils étaient relativement subordonnés aux membres des forces publiques aux trafiquants de drogue et à la classe politique traditionnelle. Leur stratégie et leur fonction étaient à la base de compléter les actions de l'armée colombienne, en prenant en charge les tâches les plus sales, principalement torturer et faire disparaître des personnes²⁰.

Cependant, les changements mis en places par la constitution de 1991 ont bouleversé cet équilibre en raison notamment de la décentralisation du système politique. Avant de nous pencher plus directement sur le rôle de la production et du trafic de drogue dans le nouveau contexte créé par la constitution de 1991, il est intéressant de comprendre dans quelle mesure le système politique a été modifié. Ceci permettra de comprendre comment la drogue est devenue un enjeu politique encore plus essentiel dans la Colombie actuelle.

L'instauration de l'élection au suffrage universel pour désigner les maires et les gouverneurs ainsi qu'une sensible augmentation de leurs compétences a totalement bouleversé le système politique colombien. L'émergence de « micro-entreprises électorales » a

²⁰ Gustavo Duncan, *Les seigneurs de la guerre à la conquête des villes de Colombie, Drogues et antidrogue en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

conurrencé les grands électeurs des grands partis traditionnels. Ces nouvelles forces politiques ont accru l'éclatement du système clientéliste, dans un premier temps au niveau local. Parallèlement la fragmentation des partis politiques traditionnels a accéléré et rendu encore plus complexe ce phénomène.

Dans ce contexte les groupes armés hors-la-loi ont facilement réussi à monter leurs propres réseaux clientélistes. Ce « clientélisme armé », comme le définit Gustavo Duncan, a eut des conséquences très profondes. Il a tout d'abord donné une légitimité politique à ces groupes armés et leur a permis de devenir un acteur fondamental du système politique local. Dorénavant, un élu local ne peut se maintenir sans l'appui du groupe paramilitaire présent dans la région, de la même manière qu'il ne pouvait espérer être en sécurité si il s'opposait à la guérilla sur son territoire. Par la menace, les mouvements de guérilla et les groupes paramilitaires ont expulsé de leurs zones d'influence tous les responsables politiques refusant de se soumettre à leur volonté. Ce processus ne s'est pas fait sans violence ni résistance mais il s'est peu à peu imposé comme une réalité dans la vie politique locale dans la Colombie rurale. Les paramilitaires ont ensuite fait élire leurs propres candidats ou se sont alliés à des politiciens traditionnels afin de pourvoir les postes administratifs des municipalités en utilisant leurs réseaux de clientèle.

Parallèlement aux réformes politiques, la société colombienne a connu d'importantes réformes économiques. A partir du début des années 1990, la nouvelle stratégie d'ouverture économique a presque entièrement fait disparaître les barrières douanières. Le but de cette stratégie était de stimuler la production colombienne en l'exposant à la concurrence afin de mieux s'intégrer au marché mondial. Ce processus a entraîné de nombreuses transformations sectorielles, notamment en ce qui concerne la répartition du revenu national entre les villes et les campagnes. Dans la mesure où elles regroupent la majorité de la demande nationale et la quasi-totalité du secteur des services, les villes ont été les premières bénéficiaires de cette ouverture économique. Parallèlement, la faible compétitivité de l'agriculture colombienne, marqué par le modèle de la grande propriété, latifundio, extensive a entraîné la ruine de nombreux grands, moyens et petits propriétaires terriens. En effet, ces derniers n'ont pas réussi à faire face à l'importation de produits agricoles subventionnés ou de produits plus compétitifs produits ailleurs dans le tiers monde.

En outre, l'extension de la guérilla a accéléré la crise des activités productives rurales. Les éleveurs et les petits propriétaires se sont vus très régulièrement ruinés par les enlèvements pratiqués contre rançon. Dans ce contexte, lorsque les groupes paramilitaires sont venus offrir leurs services de « protection », ils ont été accueillis les bras ouverts par les populations rurales, en particulier les élites et les propriétaires et cela d'autant plus que leurs terres ont peu à peu recouvert leur productivité et leur valeur initiale²¹. Néanmoins l'intimidation et les abus des paramilitaires ont poussé de nombreux agriculteurs à désertier les zones rurales.

Les changements dans le domaine des organisations criminelles liées à la drogue ont elles aussi contribué à accentuer ce phénomène de complexification et de fragmentation des régions colombiennes. Les liens entre les narcotrafiquants et les paramilitaires sont d'autant plus importants que ces groupes à l'idéologie floue sont parfois de simples branches armées des cartels qui combattent la guérilla plus dans le but de contrôler les zones de production de coca que par volonté contre-insurrectionnelle. En outre les connexions entre le paramilitarisme et les institutions sont beaucoup plus poussées que dans le cas des FARC, elles vont du niveau local jusqu'aux plus hautes sphères de l'Etat et de l'administration. Selon Alain Labrousse « les paramilitaires sont les trafiquants de drogues les plus puissants de Colombie ».

2. L'évolution contemporaine des paramilitaires : des narcos-armées qui font concurrence à l'Etat

Peu à peu les groupes paramilitaires se sont transformés en armées privées au service de « seigneurs de la guerre ». Désormais il ne s'agit plus de groupes armés soumis aux forces

²¹ Jean François Boyer, *La guerre perdue contre la drogue*, Paris, La découverte, 2001

de sécurité ou au pouvoir des narcos. Les groupes paramilitaires sont devenus des armées de combattants dotés d'une doctrine, d'une identité symbolique (uniformes, blasons, hymnes...) et d'un armement de guerre de plus en plus sophistiqué qui permet à leur chef de s'assurer la mainmise sur le pouvoir local. Peu à peu, les paramilitaires se sont transformés en micro-Etats dans de nombreuses zones rurales du pays. Auparavant bandes armées de protection à la solde de riches ruraux et de trafiquants de drogue, ces groupes armés se sont convertis en organisations militaires et politiques qui imposent la sécurité, reçoivent les excédents des productions licites et illicites, rendent la justice et garantissent ainsi la suprématie de leurs commandants au niveau local²².

Depuis les années 1980, les élites rurales ont continué à se transformer et sont devenus aujourd'hui les propriétaires de ces armées qui dominent l'ordre économique, politique et social. Malgré les tentatives pour unifier ces groupes, notamment au sein des autodéfenses unies de Colombie (AUC, créées en 1997 par Carlos Castaño), la fragmentation domine en ce qui concerne les relations entre les groupes paramilitaires. Chaque groupe d'autodéfense a des intérêts très localisés, ce qui a rendu impossible la réalisation sur le terrain du projet de Carlos Castaño. Le chef historique des AUC, reconnaît lui-même dans ses mémoires que le mouvement se dissolvait du fait des intérêts individuels. « La destruction des autodéfenses est due à la narcoféodalisation qui s'est imposé durant leur croissance ». Le terme de « narcoféodalisation » est révélateur de l'évolution des paramilitaires qui se réclamaient d'un projet politique global, anti-communiste et anti-insurrectionnel, et qui se sont peu à peu concentrés à l'appropriation des ressources illicites dans le cadre d'une guerre acharnée contre la guérilla.

De la même manière que la guérilla, les paramilitaires ont ainsi construit un Etat parallèle dans les régions rurales ou prédominant de grandes propriétés foncières. Le but, comme pour les FARC est de contrôler les couloirs et zones stratégiques de la production et du trafic de drogue. Le contrôle qu'ils exercent sur certaines zones est proportionnel à la présence de l'Etat. Ainsi, là où l'Etat n'existe pas ou du moins périodiquement, les paramilitaires administrent les fonctions élémentaires qui définissent l'Etat, notamment en ce

²² Gustavo Duncan, *Les seigneurs de la guerre à la conquête des villes de Colombie, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

qui concerne la définition des droits de propriété et l'organisation de certains services sociaux.

Salazar et Castillo qualifient ces formes étatiques d'Etats primitifs. « Comme tout est recouvert du manteau de l'illégalité, l'Etat renonce à être le garant des interactions entre les habitants. De ce fait, les droits de propriété, les contrats, les échanges se retrouvent dans les limbes. Sans eux, pourtant, il ne saurait y avoir de vie sociale, et il est donc tout à fait naturel qu'un nouveau type d'ordre primitif émerge dans de telles conditions. ». Gustavo Duncan montre néanmoins qu'à la différence de l'Etat « légal », l'économie des seigneurs de guerre colombiens se base sur le trafic de stupéfiants, qui est bien plus rémunératrice que les autres activités légales.

Ces zones étant de toutes les façons hors de portée de l'Etat central et contrôlés par des groupes armés illégaux il est logique dans ces zones le commerce illégal pour l'Etat soit légal ou du moins encouragé par des acteurs armés illégaux ne bénéficiant pas de ressources propres. Dans cette optique les habitants qui n'ont été ni éliminés ni expulsés ont finis par se plier aux exigences des nouveaux maîtres de l'économie et de la politique locale. Les seigneurs de la guerre investissent leurs revenus, issus de la drogue, en armement, « en argent politique » (financement de campagnes électorales, pots-de-vin...etc), et dans la propriété foncière. L'appropriation de quantités exceptionnelles de terres par les seigneurs de la guerre est motivée par des raisons politiques plus qu'économiques. En effet, le contrôle de la terre est très rentable du point de vue du système judiciaire.

La confusion entre les cartels, les paramilitaires et l'Etat est telle que le surnom de narco-démocratie donnée à la Colombie ne paraît pas exagéré lorsque l'on regarde de près l'ampleur et la nature de la corruption du système politique colombien. Dans ce contexte, la drogue est une des données fondamentales de ce chaos démocratique. Les ressources considérables et rapides qu'elles génèrent sont un motif de conflit autant que d'alliance et la guerre qui se fait de manière sanglante et brutale dans les zones rurales devient institutionnelle et politicienne dans les villes et les administrations centrales.

Grâce à leur puissance militaire et à leurs ressources énormes dues au trafic de drogue, les autodéfenses ou paramilitaires se battent aujourd'hui dans le but de contrôler les activités stratégiques dans les grandes villes. Leurs sanctuaires ruraux et leurs nombreuses connexions

avec les cartels leurs permettent d'accumuler un réseau de relation et de pouvoir inestimable²³. Ils sont aujourd'hui capables d'intervenir dans les guerres entre cartels, dans l'attribution de marchés publics, dans la corruption des institutions et des administrations de ces grandes villes, et ce même à Bogotá.

Selon Gustavo Duncan ces seigneurs de la guerre ne se confondent néanmoins pas avec la mafia. En effet, le terme seigneur de la guerre renvoie selon lui « au contrôle effectué sur une société par des armées privées dont la puissance empêche l'Etat démocratique de rendre effectif son monopole légitime de la violence ». Il ajoute que les seigneurs de la guerre, à la différence des réseaux mafieux, ont une prétention à devenir une organisation politique concurrente de l'Etat: « l'échelle sur laquelle les seigneurs de la guerre menacent et protègent les communautés humaines est si vaste qu'ils parviennent à constituer de véritables Etats ». Néanmoins, dans la réalité, cette différence n'est pas si claire dans la mesure où les paramilitaires ont peu à peu réussi s'approprier certaines activités des réseaux mafieux. Par ailleurs, l'obligation des membres de cartels de traiter avec les paramilitaires a fait que peu à peu ces deux entités se sont confondues voire ont fusionné.

La répression qui a frappé les organisations criminelles colombiennes dans les années 1990 a en effet considérablement modifié le rapport de force entre les mafias colombiennes et les paramilitaires au point qu'il est difficile de les différencier. Sous l'effet de la répression, les grandes organisations criminelles se sont décentralisées et délocalisées et au lieu de quatre ou cinq grands cartels comme ceux de Medellín, de Cali, de Bogotá ou de la Côte, il existe aujourd'hui une quarantaine de moyennes organisations et des centaines de « cartelitos »²⁴. Ainsi, de nombreux groupes paramilitaires sont aujourd'hui dirigés par des anciens parrains de la drogue, de la même manière que de nombreux chefs paramilitaires sont peu à peu devenus les nouveaux chefs de réseaux et structures mafieuses. Dans ce contexte, la déstructuration des « Grands cartels » dans les années 1990 a permis aux paramilitaires de devenir les maîtres du jeu, au moins au niveau national.

L'argent de la drogue, les connexions puis l'appropriation des réseaux mafieux a fait

²³ Oscar Jansson, *L'impact des paramilitaires sur la production de cocaïne, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

²⁴ Jean François Gayraud, *Le monde des mafias*, Paris, Odile Jacob, 2005.

des paramilitaires de nouvelles mafias beaucoup plus puissantes et dangereuses que les anciens cartels. Leurs bases rurales sont de véritables narco-Etats à partir desquels ils prennent une place de plus en plus importante dans les zones théoriquement gérées par l'Etat colombien. Comme nous l'avons vu, la corruption au sein de l'Etat colombien est immense et présente à tous les étages et l'argent issu du trafic illicite de cocaïne est très important dans l'optique de pouvoir s'assujettir ou contrôler certaines élites politiques. Dans cette optique les paramilitaires sont aujourd'hui les maîtres du jeu, de la même manière que les cartels de Cali ou de Medellín l'ont été concurremment pendant une certaine période.

3. L'influence des AUC dans les plus hautes sphères de l'Etat

Dans la pratique les AUC se sont révélées être une confédération des « seigneurs de la guerre » très influente au sein du système politique colombien. Tout d'abord, en raison du système électoral colombien ils ont réussi à accéder des postes très importants dans le domaine législatif et ils contrôlent directement de nombreux gouvernements régionaux. En outre ils monopolisent souvent le trafic de stupéfiants et lorsque ce n'est pas le cas, ils n'hésitent pas à racketter les narcos locaux.

Dans des déclarations à la presse largement diffusés, Salvatore Mancuso et Vicente Castaño, figures dirigeantes des auto-défenses, ont reconnu contrôler plus de 30% des membres du congrès. Ces affirmations ont pu se vérifier récemment, les institutions judiciaires colombiennes ont ainsi mis sous surveillance et arrêtés plus de trente membres du congrès au cours des deux dernières années en raison de leurs liens avec les paramilitaires et le trafic de cocaïne. On peut noter ici que Mariano Uribe, le cousin du président actuel est lui-même sous surveillance.

La timidité avec laquelle le pouvoir législatif s'attaque au problème des paramilitaires, pourtant responsables de plus de 50% des massacres de civils en Colombie, laisse à penser que l'Etat est tellement infiltré qu'il ne saurait agir de manière efficace face à ce problème. Le président Uribe est lui-même accusé d'être rentré en contact à plusieurs reprises avec des paramilitaires et d'avoir approuvé indirectement certains massacres de paysans. La justice qui

continue de faire son travail dans ce contexte de clientélisme et de corruption généralisée semble être la seule institution qui n'est pas infiltrée massivement par les paramilitaires, au moins dans ses hautes sphères. Les paramilitaires comme nous l'avons vu, ne sont pas un groupe uni et soudé aux intérêts communs et définis. Dans la réalité il semble que chaque groupe paramilitaire a « ses » députés, « ses » hauts fonctionnaires, « ses » élus locaux...etc. Cette prise de pouvoir commence à partir d'élections locales et d'accords tacites de non-agression au niveau local. Si l'on ajoute à cela les vestiges de connexions politiques dont peuvent aujourd'hui bénéficier certains cartels il semble que le personnel politique est majoritairement soumis aux intérêts de groupes illégaux et criminels.

Les intérêts des seigneurs de la guerre coïncident sur certains points. Tout d'abord sur la nécessité de se protéger législativement du pouvoir judiciaire qui n'est vraisemblablement pas allié à leur cause. Ainsi, de nombreuses lois ont été votées depuis le début des années 1990 dans le but de protéger les chefs paramilitaires ou de leur donner la possibilité de bénéficier d'une certaine immunité. La plus récente en date leur permet de rendre les armes en échange d'une quasi immunité face aux crimes commis contre les populations civiles.

En outre de nombreuses mesures de protection ont été votées dont le but réel était vraisemblablement de donner des armes juridiques de défense ou du moins d'atténuation des peines dans le cadre de poursuites judiciaires. Les lois relatives à la propriété et aux entreprises sont ainsi très « permissives » en Colombie et ce depuis l'avènement du cartel de Medellin et de Cali dans les plus hautes sphères du pouvoir²⁵. En effet, les droits de succession, les investissements provenant d'argent douteux et même les possessions des personnes emprisonnées pour des activités liées au trafic de drogue sont autant de sujets qui ont été traités par le congrès Colombien avec une ambiguïté plus que surprenante. Ainsi, en Colombie, un homme reconnu coupable de trafic de drogue ou d'activité paramilitaire peut néanmoins léguer ses biens (issus d'activités illégales), sous certaines conditions, aux membres de sa famille. Par ailleurs, de nombreux projets de lois visant à plus de transparence et à une réelle politique de répression face aux paramilitaires et aux membres de réseaux mafieux n'ont pas été adoptés faute de soutien suffisant.

L'influence des paramilitaires en politique se perçoit surtout dans leur capacité à ne

²⁵ Observatoire géopolitique des drogues, Géopolitique des drogues, Paris, La découverte, 1995

pas faire parler d'eux. Le discours sécuritaire du gouvernement actuel est surtout orienté contre les FARC et les guérillas en général. En revanche, le paramilitarisme et les cartels ont été plutôt épargnés par l'action du gouvernement Uribe et de ses prédécesseurs et ceux d'autant plus que de nombreux membres du gouvernement actuel, comme ceux des gouvernements précédents, sont soupçonnés d'avoir été élus grâce au soutien financier et l'intimidation de groupes paramilitaires et, ou mafieux.

Bilan : la drogue au cœur du système politique colombien

La drogue, l'argent qu'elle génère, les luttes qu'elle peut engendrer pour son contrôle, et son rôle dans le conflit armé en font un élément fondamental du système politique colombien. La faiblesse structurelle et territoriale de l'Etat colombien est aggravée par la corruption qui se pratique dans toutes les sphères du pouvoir politique et de l'administration. De plus, de nombreux acteurs non étatiques profitent de cette faiblesse afin de servir leurs propres intérêts et pour faire concurrence à l'Etat. La drogue leur fournit les ressources nécessaires afin de perdurer voire de se renforcer tandis que la corruption semble encore gagner du terrain chaque jour. Dans cette première partie, nous avons tenté de montrer que la drogue est une des données fondamentale pour comprendre la situation politique actuelle en Colombie.

Afin d'étayer cette idée il est apparu intéressant de se centrer sur la relation entre la drogue et la résurgence, voire l'émergence d'acteurs non étatiques armés, ce qui constitue la principale caractéristique de la Colombie contemporaine. La drogue est au cœur de presque tous les problèmes politiques qui affectent la Colombie, néanmoins il aurait été impossible de faire un bilan complet de tous les aspects de la « narco-démocratie » colombienne.

Après cette analyse nous pouvons affirmer que la drogue est réellement un des facteurs décisifs qui a permis la résurgence du conflit armé. Elle a dans un premier temps permis aux groupes armés de gagner en puissance et en hommes, avant de se convertir peu à peu en une source de conflits entre les différents acteurs qui prennent part au conflit. Si la Colombie connaît aujourd'hui un regain de violence politique cela est très fortement lié à la

présence de ces acteurs non étatiques dont la survie dépend en grande partie, voire exclusivement de la cocaïne. Les FARC qui étaient au bord de l'agonie à la fin des années 1970 ont ainsi réussi à se renforcer, en hommes, en armes et en contrôle territorial grâce à l'argent de la drogue. Leur idéologie passe de plus en plus au second plan et l'objectif à court terme est de contrôler les zones de production de cocaïne nécessaire à leur financement. Les cocaleros sont devenus le principal et quasi-unique soutien social des FARC dans leur lutte pour pendre le pouvoir par les armes.

D'un autre côté, les paramilitaires ont eux aussi pris de l'importance grâce à l'argent de la drogue et à la faiblesse de l'Etat colombien. En devenant le principal adversaire des FARC sur le terrain ils ont peu à peu réussi à s'approprier le commerce illicite local, puis le monopole de la sécurité jusqu'à devenir de véritables « narcos-Etats ». Contrairement aux FARC, leurs connexions avec la mafia et le pouvoir central sont aujourd'hui très importantes et il est difficile de distinguer chez certains personnages de la scène politique colombienne le mafieux, le politicien ou le paramilitaire. Dans cette ascension des seigneurs de la guerre, la drogue a également joué un rôle central, en tant que ressource financière, base territoriale et enfin base sociale. Les cocaleros, s'ils sont le principal appui populaire des FARC, le sont aussi dans le cas des groupes d'autodéfenses qui sévissent dans les zones rurales colombiennes.

Pour la guérilla et les paramilitaires, l'apparition d'un grand nombre de paysans cultivateurs de coca, les cocaleros, a créé non seulement une nouvelle source de revenus mais aussi un nouvel enjeu de lutte. En effet, contrôler la base sociale des cocaleros est devenu indispensable afin d'accroître son pouvoir régional. Les cocaleros sont à la fois les premiers soutiens et les premières victimes des groupes armés en Colombie. Très nombreux et ne bénéficiaient pas des services de base fournis par l'Etat, ils sont devenus les premiers témoins des guerres que se livrent les petites armées dans les différentes régions du territoire colombien²⁶.

La drogue est bien au cœur du système politique colombien. Dans cette optique, la lutte contre les cultures illicites, la vente de ces produits et le blanchiment de l'argent qu'il

²⁶ Ricardo Vargas Meza, *Trafic de drogue et conflit armé en Colombie, une relation symbiotique ? Drogues et antidrogue en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

génère paraît très compliqué pour l'Etat colombien. Tout d'abord parce que les zones de productions, qui se chiffrent en dizaines de milliers d'hectares, sont toutes situées dans des territoires que l'Etat ne contrôle pas ou peu. Ensuite parce que les frontières de l'Etat colombien sont très perméables. En outre la corruption généralisée dans le système politique colombien rend difficile toute tentative d'éradiquer la production et le trafic de drogue. Enfin, l'argent généré par la drogue fait vivre au quotidien des centaines de milliers de cocalers et irrigue toute l'économie colombienne dont elle fait aujourd'hui partie intégrante.

Dans le discours la drogue est pourtant un sujet évité voire ignoré par les acteurs que nous venons d'évoquer. Dans leur stratégie de communication les FARC minimisent leur lien avec la drogue en expliquant qu'ils se contentent de prélever un impôt révolutionnaire sur les activités illicites comme sur les activités licites mais qu'ils n'ont aucun lien avec le trafic international de drogue, qui serait perpétré par des mafias capitalistes alliées au gouvernement colombien. Les paramilitaires se présentent quant à eux comme les défenseurs de la nation colombienne dans le combat qui l'oppose à la barbarie des FARC. Dans leurs rares déclarations publiques, les AUC n'évoquent que rarement la drogue, arguant simplement qu'ils ne font que réguler cette activité. Le gouvernement et les membres des deux partis traditionnels essaient également de minimiser le problème de la drogue et de la corruption qu'elle génère dans les rangs de la classe politique. Pour eux, le problème se sont les FARC et depuis peu les paramilitaires qu'il faut éliminer afin d'éradiquer les activités illicites.

Néanmoins, Si il est possible sur la scène nationale de faire passer la drogue au second plan, alors qu'elle constitue bien un problème majeur et central comme nous l'avons vu dans cette première partie, en revanche au niveau international la Colombie ne peut éviter ce sujet qui constitue un aspect central de ses relations avec les autres Etats.

Deuxième partie- La lutte antidrogue : un enjeu international pour la Colombie

La drogue a une influence énorme sur le système politique colombien et conditionne en grande partie le conflit armé et la faiblesse de l'Etat. Les puissances occidentales, et en particulier les Etats-Unis et les Etats européens doivent eux aussi faire face au problème de la drogue sur leur propre territoire. L'arrivée massive de cocaïne colombienne à partir des années 1980 a engendré de nombreux problèmes dans l'hémisphère Nord.

Rappelons ici que si la cocaïne est considérée par beaucoup comme une drogue indolore et peu dangereuse elle entraîne très rapidement une dépendance très importante et peut amener les consommateurs à avoir des comportements violents voire dangereux. Chaque année la cocaïne fait des milliers de victimes dans le monde, surtout aux Etats-Unis et en Europe. La cocaïne se présente sous forme de poudre qui se snife ou sous forme de crack, dérivé chimique beaucoup moins cher à l'achat. Si la cocaïne était au début une drogue réservée aux classes les plus aisées en raison de son prix prohibitif et de la difficulté de s'en procurer, elle est devenue beaucoup moins chère et accessible aujourd'hui. Par ailleurs l'apparition de dérivés chimiques de la cocaïne dans les années 1990 a entraîné l'accès de cette drogue aux populations les plus défavorisées. Selon l'ONUDDC, en 2007, les Etats-Unis représentent 44% de la consommation mondiale de cocaïne et les pays membres de l'union européenne un peu moins de 30%²⁷. Ces chiffres montrent à quel point la cocaïne est un problème mondial dans la mesure où les Etats-Unis et l'Union Européenne n'ont pas de plantes de coca sur leur territoire.

Ainsi, le commerce de la cocaïne se résume grossièrement à la production illicite de

²⁷ Nations Unies, Office contre la drogue et le crime, rapport mondial sur les drogues, Vienne, 2007.

drogue dans les pays du Sud destinés aux consommateurs de pays du Nord. L'Asie représente moins de 1% de la consommation mondiale alors qu'elle représente plus du tiers de la population. La progression de la cocaïne a ainsi été un phénomène surtout constaté aux Etats-Unis et en Europe. Cette arrivée massive s'est traduite par une baisse des prix qui sont passés aux Etats-Unis de 284 à 107 dollars le gramme entre 1990 et 2006. Parallèlement, dans les pays de l'Union Européenne le gramme de cocaïne se vend actuellement à 85 dollars contre 180 au début des années 1990. La consommation de cocaïne est donc devenue un phénomène massif. Toujours selon l'ONU DC 2,19% des américains âgés entre 15 et 50 ans consomment de la cocaïne au moins une fois par an contre 1,24% au sein des pays de l'Union Européenne²⁸. L'Europe est encore loin derrière les Etats-Unis mais les évolutions récentes montrent que si la consommation de cocaïne a tendance à stagner aux Etats-Unis elle est en revanche en très forte progression dans de nombreux pays européens. L'Espagne est le principal point d'entrée de la cocaïne en Europe mais également le seul pays de l'union européenne dans lequel la cocaïne est devenue la deuxième drogue la plus consommée après le cannabis. Par ailleurs la consommation de cocaïne a connu une ascension très importante en Italie et dans le Royaume-Uni²⁹.

La cocaïne qui n'était pas considérée comme un réel problème au début des années 1990 est peu à peu devenu un enjeu majeur des politiques publiques en termes de lutte contre la toxicomanie au sein des pays européens. Aux Etats-Unis la cocaïne est un problème public un enjeu de débat politique depuis le début des années 1980.

Parallèlement à l'arrivée de la cocaïne dans l'hémisphère occidental de nouveaux réseaux du crime organisé ont émergé tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Les mafias déjà existantes ont tenté de s'approprier ce commerce mais elles ont du faire face à la concurrence de nouveaux arrivants, souvent originaires d'Amérique latine, particulièrement de Colombie et du Mexique. Ainsi, les mafias mexicaines et colombiennes sont peu à peu devenues les organisations criminelles les plus puissantes sur l'ensemble du continent américain y compris aux Etats-Unis, au détriment des anciennes mafias irlandaises et surtout italiennes³⁰.

²⁸ idem

²⁹ Nations Unies, Office contre la drogue et le crime, rapport mondial sur les drogues, Vienne, 2007.

³⁰ Frattini Eric, *Mafia SA, cien años de cosa nostra*, Madrid, Espasa hoy, 2002.

Dans le cas de l'union européenne, seul les trafiquants colombiens ont réussi à s'imposer notamment grâce à une alliance avec les mafias italiennes et russes. La cocaïne génère des bénéfices énormes, en particulier dans l'hémisphère occidental. L'exportation de cocaïne requiert une structure très organisée et efficace ce qui nécessite des moyens financiers considérables. Ainsi, le commerce de la cocaïne implique des dizaines de millions d'euros d'investissements et de bénéfices pour les réseaux mafieux. Cet argent est ensuite souvent réinvesti dans l'économie légale, profitant notamment des législations très souples de certains pays sur les contrôles liés au placement de devises. En 1985 alors que la Colombie traverse une importante crise financière, Pablo Escobar propose publiquement de rembourser la dette extérieure du pays qui s'élevait à cette époque à 25 milliards de dollars. Le cartel de Medellin que nous avons déjà évoqué était une organisation mafieuse hiérarchisée qui contrôlait tous les processus de la chaîne de la cocaïne, de la production jusqu'à la vente dans l'hémisphère occidental, en passant par le transport³¹.

Cependant, les organisations criminelles fonctionnent de plus en plus en réseau et impliquent de nombreux acteurs. Ainsi la drogue produite dans le SUD de la Colombie dans des zones sous contrôle des FARC ou des paramilitaires passe par l'Equateur et sont transportés avec l'aide de mafias locales jusqu'au Mexique, où les puissants cartels de Juarez ou de Tijuana se chargent de faire passer la drogue aux Etats-Unis puis de la commercialiser directement ou à par l'intermédiaire d'autres mafias plus modestes, jamaïcaines ou portoricaines par exemple. La cocaïne sort de Colombie par différentes frontières qui constituent le point de départ de routes et de réseaux jusqu'à l'acheminement de la drogue dans l'hémisphère occidental.

La lutte contre la production, le trafic et la consommation de cocaïne est ainsi devenu un enjeu fondamental dans l'hémisphère Nord. Depuis de nombreuses années l'Union européenne et différentes administrations américaines publient des rapports sur ce sujet et mettent en avant la nécessité d'une lutte en coopération avec la Colombie. Malgré cela sur le terrain les seuls acteurs occidentaux réellement impliqués dans cette guerre antidrogue sur le sol colombien sont les Etats-Unis. Indéfectible allié des Etats-Unis depuis des décennies la Colombie mène en partenariat avec Washington une campagne de lutte contre la production et le trafic de drogue depuis la fin des années 1980. L'Union européenne quant à elle ne s'est

³¹ Mollison James, *The memory of Pablo Escobar*, Londres, Chris Boot, 2007.

jamais impliqué directement dans ce combat, tout d'abord en raison des liens privilégiés entre Washington et Bogotá mais surtout parce que les méthodes et les buts du plan Colombie, destiné à éradiquer la cocaïne de Colombie, sont fortement critiqués par les pays de l'Union européenne.

De manière générale, sur la scène internationale, la guerre antidrogue menée par la Colombie et les Etats-Unis est l'objet de plus en plus de critiques. Près de deux ans après la fin du plan Colombie les résultats de la stratégie antidrogue sont en effet très controversés. En outre la guerre antidrogue est menée sans coopération régionale alors que les voisins de la Colombie sont les principaux points de sortie de la cocaïne vers les pays occidentaux. En général les critiques émises concernant la guerre antidrogue sont basées sur le manque de résultat, la corruption des autorités colombiennes et surtout l'action des Etats-Unis qui interviennent de plus en plus directement contre la guérilla. La drogue serait-elle comme le prétend Mariano « alibi de Washington en Amérique latine »?

Dans cette partie nous tenterons d'aborder la guerre antidrogue et ses conséquences pour la Colombie sur la scène internationale. La drogue est en effet peu à peu devenue un élément structurant des relations internationales pour la Colombie. Nous étudierons dans un premier les enjeux de la guerre antidrogue menée par la Colombie et les Etats-Unis avant de nous pencher sur les conséquences de cette guerre pour la Colombie sur la scène internationale. Il semble tout d'abord que l'alliance indéfectible entre Washington et Caracas soit motivé par des intérêts communs pour la Colombie l'aide américaine permet de compenser la faiblesse de son Etat et de se donner une légitimité sur la scène internationale tandis que les Etats-Unis renforcent militairement et politiquement leur présence dans une région qui leur est de plus en plus hostile.

Les résultats plus que mitigés du plan Colombie et les méthodes utilisés ont peu à poussé les acteurs à radicaliser leur intervention notamment par le biais de moyens militaires. Par ailleurs, cette radicalisation et les maigres résultats du plan Colombie ont isolé la position de la Colombie et des Etats-Unis dans la guerre antidrogue sur la scène internationale. L'union européenne et les voisins de la Colombie ont ainsi décidé de ne pas participer au plan Colombie et critiquent régulièrement la stratégie déployée dans la guerre antidrogue. Nous tenterons d'analyser ces positions et de comprendre ces critiques.

Chapitre 1- Le plan Colombie: l'alliance avec les Etats-Unis

Section1. La recherche mutuelle d'intérêts

La Colombie est perçue avant tout perçue au niveau international comme le principal pays producteur de cocaïne, drogue qui a massivement pénétrée les sociétés occidentales depuis le début des années 1980. Pour les citoyens occidentaux, la Colombie se résume bien souvent aux FARC et à la drogue, les deux souvent associés, comme si les FARC n'étaient devenu qu'un simple cartel sans revendication politique, comme si la cocaïne n'était produite que par eux.

De nombreux reportages destinés au grand public montrent ainsi la facilité avec laquelle on peut acheter un kilo de cocaïne, d'autres tentent de mettre en image le caractère mafieux des FARC. Comme nous l'avons expliqué en première partie, la drogue en Colombie ne se résume pas aux FARC et les FARC ne se résument pas à la drogue. Néanmoins de nombreux gouvernement de pays, par naïveté ou par hypocrisie ont tendance à établir des relations internationales avec la Colombie en se basant sur cet amalgame erroné. Ainsi, pour l'administration américaine, lutter contre le trafic de drogue c'est surtout lutter contre les FARC, guérilla communiste qui menace l'ordre et la paix de la région. Sur le site officiel de la maison blanche on peut lire, dans le chapitre décrivant la Colombie, que les FARC sont soupçonnés être les responsables et organisateurs de « plus de la moitié de la cocaïne qui arrive aux Etats-Unis chaque année »³². Cette affirmation est réellement surprenante dans la mesure où les américains surveillent en permanence le territoire colombien et y ont des centaines de militaires, agents de renseignements et unités spéciales présents. En effet, même

³² www.whitehouse.net

le gouvernement colombien n'avance pas de tels chiffres. Une simple analyse rapide et objective permet de contredire ce propos.

Il est évident que les paramilitaires sont aujourd'hui les maîtres de la plupart des régions cocaïères du pays. En outre, si les FARC étaient réellement les responsables de la moitié de l'acheminement de cocaïne vers les Etats-Unis, ils auraient sous leur contrôle un territoire beaucoup plus grand que ce que ne prétend le gouvernement colombien et américain qui affirment conjointement avoir fait reculer la guérilla de manière décisive au cours de ces derniers mois. Par ailleurs, même si les FARC avaient sous leur contrôle la moitié des zones de production, ce qui semble très exagéré, ils n'ont en aucun cas les connections politiques et surtout mafieuses nécessaires à l'envoi et l'acheminement de ce qui représenterait plus de 200 tonnes de cocaïne par an. Si tel était réellement le cas, l'armement et la situation militaire des FARC seraient totalement différents aujourd'hui, en raison des milliards de dollars que cela représente. Comment expliquer cette affirmation alors que les services de renseignement américains semblent être très au fait de la réalité de la drogue et du conflit armé en Colombie?

Les paramilitaires qui sont responsables d'une part sûrement plus grande de la production et qui ont la mainmise sur l'exportation hors de Colombie ne sont pourtant pas directement attaqués par le plan Colombie et relativement épargnés par Alvaro Uribe dans sa guerre contre la drogue. Ceci semble d'autant plus paradoxal que les AUC sont responsables de la majorité des massacres et déplacements de population en Colombie et que la guerre contre la drogue est aussi présentée comme une guerre pour les droits de l'homme.

Sur le site officiel du pentagone les AUC sont, au même titre que les FARC présentées comme des organisations terroristes. Malgré cela et leur rôle central dans la production et le trafic de drogue une seule rapide allusion est faite à leur sujet dans le plan Colombie qui est pourtant avant tout un plan « antidrogue ».

Les Etats-Unis sont les principaux alliés de la Colombie dans la région depuis des décennies. Le contexte régional latino-américain marqué par une forte montée de la gauche souvent teintée d'anti-américanisme a accentué cette alliance. Alvaro Uribe et sa politique de « sécurité démocratique » semblent en accord parfait avec Washington sur tous les sujets touchant à la drogue, la sécurité, la guérilla et les droits de l'homme. Dans le même temps,

l'isolement régional de la Colombie comme on a pu le constater récemment dans le cadre de la crise déclenchée par la mort de Raul Reyes (numéro 2 des FARC) est de plus en plus pesant pour le gouvernement colombien. Parallèlement la coopération financière et militaire s'est accrue entre les Etats-Unis et la Colombie, plus de 6 milliards de dollars ont ainsi été versés à la Colombie dans le cadre d'aide pour la mise en place du plan Colombie³³. En outre, les services de renseignement américains échangent de plus en plus d'informations avec les forces de sécurité colombienne.

1. Les Etats-Unis, chefs de file de la guerre antidrogue sur le continent américain:

Lorsque l'on parle de drogue sur le continent américain il s'agit principalement de trois types de stupéfiants, la cocaïne, le cannabis et l'héroïne. Les Etats-Unis sont de loin le premier marché d'exportation, leur consommation est supérieure à celle de tous les pays latino-américains cumulés. Près de 80 % de la cocaïne et environ 90 % de la marijuana entrant aux Etats-Unis proviennent d'Amérique latine. Produite dans la région des Andes (Bolivie, Pérou, Colombie), la " marchandise " transite par les Caraïbes (mais aussi l'Amérique centrale et le Mexique), plaques tournantes pour les mafias internationales alliées aux cartels colombiens qui font la loi dans la région. Le montant annuel des ventes de la drogue pénétrant en territoire américain atteint 50 milliards de dollars. Le trafic de drogue est donc également un enjeu financier majeur, dans la mesure où cette manne financière est réinvestie massivement dans l'économie réelle, souvent avec la complicité des gouvernements nationaux.

Les organisations criminelles souvent appelées cartels ou mafias sont en réalité des ensembles poreux d'acteurs qui se caractérisent aujourd'hui par une organisation plus horizontale que verticale, même si dans le cas de la Colombie, certains chefs ont constitué de véritables milices armées. C'est de plus en plus le cas des groupes paramilitaires au sein desquels l'appareil militaire s'est développé en même temps que les activités mafieuses.

En Colombie les groupes mafieux, comme dans la quasi-totalité des pays, existent depuis longtemps. Ils se sont notamment développés depuis la colonisation espagnole dans le

³³ Aguirre (Mariano), La drogue alibi de Washington en Amérique latine, www.monde-diplomatique.fr

cadre d'entreprises légales et illégales spécialisées dans la contrebande de marchandise. L'indépendance n'a pas fait reculer ce phénomène qui s'est au contraire accentué dans les années 1950, notamment avec le phénomène des sanandresitos. Globalement dans le commerce de la drogue les mafias mexicaines et colombiennes sont peu à peu devenues les plus puissantes. Ces organisations chargées essentiellement du trafic se caractérisent par leur violence et leur faculté à échapper à la répression.

Ainsi, si les zones de production sont souvent contrôlées par des acteurs locaux identifiables, l'exportation et la vente de la drogue se réalisent dans le cadre de réseaux plus poreux et discrets. Les années 1990 marquent l'apogée puis la fin des grands cartels organisés et hiérarchisés qui régissaient le commerce de la drogue en Colombie. Il existait cinq grands cartels qui contrôlaient chacun une part de la vente et de l'achat au producteurs. Chacun de ces cartels bénéficiait de ses propres routes, contacts, banques de blanchiment, réseaux de corruption locaux et nationaux...etc. Au cours de leur histoire, ces cartels se sont alliés ou combattus en fonction de leurs propres intérêts. Ces organisations se caractérisaient par leur caractère relativement vertical avec une structure partant du chef, souvent autour d'une cellule familiale (comme les frères Rodrigue Orejuela du cartel de Cali), allant jusqu'au simple sicario, « soldat » recruté dans le but de tuer ou de menacer³⁴.

La répression dont ont été victimes les cartels depuis le début des années 1990 a totalement modifié le paysage de la criminalité organisée en Colombie. Durant les dernières décennies, le trafic de drogue en Colombie a su supporter les actions de répression de l'Etat et s'adapter aux fluctuations du marché international, ainsi qu'aux différentes stratégies antidrogues mises en place par les Etats-Unis dans la région andine. Dans la même logique, les protagonistes de ce trafic ont conclu des alliances, formé des coalitions, provoqué des guerres avec des acteurs concurrents, voisins ou non, dans une lutte pour le contrôle de cette industrie florissante. Leur évolution au sein du marché de la drogue varie en fonction de ces alliances mais aussi de l'action de répression menée par les Etats.

³⁴ Jean François Gayraud, *Le monde des mafias*, Paris, Odile Jacob, 2005.

Enjeu économique et politique majeur, la lutte contre le trafic de drogue est une donnée fondamentale dans les relations internationales sur le continent américain. En effet, le développement de la consommation et de la production de marijuana dans les années 60 puis celui de la cocaïne dans les années 1970 a modifié en profondeur les relations interétatiques sur le continent. En outre depuis la fin de la guerre froide les grandes puissances et en particulier les Etats Unis se sont moins impliqués directement dans les politiques nationales. La lutte contre le trafic et la production de drogue constitue aujourd'hui l'un des axes principaux de la politique étrangère américaine.

On peut considérer que les deux priorités des interventions américaines sur le continent américain sont d'une part la lutte contre le trafic de drogue et d'autre part la disparition des derniers bastions de guérillas communistes. Dans la réalité ces deux aspects sont difficilement dissociables car les guérillas se développent souvent dans des zones de grande pauvreté et hors du contrôle des Etats, de la même manière que la production de drogue. Ainsi, pour lutter contre les groupes révolutionnaires les Etats Unis n'hésitent pas à s'appuyer sur certains cartels mafieux. A l'inverse les groupes révolutionnaires tirent parfois profit de la production de drogue afin de financer leurs actions militaires. La lutte contre le trafic de drogue est aussi une lutte symbolique et extrêmement importante pour les Etats-Unis. Ronald Reagan a été le premier lors de sa campagne présidentielle à en faire un thème majeur dans le débat politique américain³⁵.

Premier marché, les Etats-Unis sont aussi les principaux acteurs de la lutte contre le trafic de drogue sur le continent américain. Tant par leur supériorité militaire que par leur hégémonie dans les relations internationales ils sont la référence en matière de guerre antidrogue. Ainsi, une institution spécialisée dans ce domaine, la DEA a été créée afin de mettre en place les politiques antidrogues et d'entrer directement en contact avec les gouvernements locaux. Créée en 1973 cette institution se voit rapidement reconnaître des pouvoirs spéciaux en matière de lutte contre le trafic de drogue. Les agents de la lutte antidrogue, en même temps qu'ils se sont autonomisés de la CIA, ont acquis de nouveaux instruments qui leur permettent de mener leur propre politique. La DEA est nettement moins médiatisée et stigmatisée que la CIA mais sur le terrain son influence est au moins aussi

³⁵ Patrick Piro, *Drogue les fruits amers de la mondialisation*, éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 1998.

grande en Amérique latine. Le budget alloué à la DEA a constamment augmenté depuis sa création.

Dans les questions de drogue comme pour beaucoup d'autres sujets, pour la Colombie les Etats-Unis représentent le principal allié et interlocuteur sur la scène internationale. Depuis le début de la démocratie en Colombie, la plus vieille d'Amérique latine, aucun gouvernement colombien n'est entré en conflit ouvert avec les Etats-Unis. Quelques divergences sont parfois apparues, notamment en ce qui concerne la lutte contre le trafic de drogue dans les années 1990. En effet, les américains ont souvent accusé l'Etat colombien de manque de transparence, voire de corruption qui empêchait une lutte efficace contre le trafic et la production de drogue. Les tensions entre les deux pays étaient avant tout liées au thème de l'extradition des narcotrafiquants. Néanmoins la règle générale est que les Etats-Unis et la Colombie sont toujours alliés sur la scène internationale, particulièrement en ce qui concerne la lutte antidrogue. Le plan Colombie a été approuvé par l'administration Clinton et le gouvernement Pastrana et ce plan implique des conséquences très importantes pour la Colombie.

2. La mise en place du plan Colombie et la militarisation de la lutte antidrogue

Le plan Colombie désigne une série de mesure établissant un plan de cinq ans visant à aider le gouvernement colombien à lutter contre le trafic de drogue et à imposer un Etat démocratique respectant les droits de l'homme sur l'ensemble du territoire. Concrètement ce plan s'est matérialisé par près de 4 milliards d'euros répartis sur ces cinq années et une militarisation de l'aide et de la stratégie américaine après l'arrivée au pouvoir de nouvelles équipes dirigeantes, en Colombie et aux Etats-Unis.

A l'origine, le plan Colombie émane d'une volonté de l'administration Clinton de s'impliquer plus directement dans la lutte contre le trafic de drogue. Différents objectifs avaient alors été annoncés par les Etats-Unis. Favoriser le développement économique et social dans les zones rurales reculées, accroître la présence de l'Etat colombien sur l'ensemble du territoire, lutter contre la corruption et les organisations criminelles qui sont impliquées dans le trafic de drogue.

Pour lutter contre ce fléau, les autorités américaines ont adopté deux stratégies : l'élimination des sources d'approvisionnement en détruisant les récoltes et les laboratoires clandestins en Amérique latine et l'interception des passages aux frontières, dans l'espace aérien et en haute mer.

Selon le dernier rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 350 t de cocaïne sont importées aux Etats-Unis dont 100 à 120 t sont saisies, ce qui représente moins du tiers, le reste consommé³⁶. En outre, depuis le début des années 1990, on a observé une augmentation sensible de l'héroïne, dont le nombre de consommateurs est passé de 300 000 à près d'un million. Or aujourd'hui, la plus grande partie de l'héroïne consommée aux Etats-Unis provient du Mexique et de Colombie. A cela s'ajoute la marijuana : les Etats-Unis, pour approvisionner 20 millions de consommateurs, produisent 10 000 tonnes de cette drogue sur leur territoire et importent le reste du Mexique, de Colombie et de certaines îles des Caraïbes, comme la Jamaïque. Différentes initiatives ont été mises en place afin d'endiguer l'arrivée de drogue sur le continent américain. Le plan Colombie, avant tout destiné à combattre la production et le trafic de cocaïne, est le plus important programme de ce type réalisé sur le continent américain.

Le but principal de ce plan pour les Etats-Unis était à la base de faire fortement baisser les quantités de cocaïne entrant sur leur territoire, afin d'en augmenter le prix.

Dans le contexte de violence extrême de la Colombie rurale, théâtre principal de la guerre antidrogue, l'aide s'est fortement militarisée. La coopération américaine est devenue de plus en plus une aide militaire et s'est affranchie des impératifs de développement et de respect des droits de l'homme qu'elle s'était imposée. En 2001 l'administration américaine avait assuré que 75% de l'aide accordée au titre du plan Colombie allait être destinée à des programmes non militaires visant au développement économique et social ainsi qu'au renforcement des institutions du pays. En réalité, entre 2000 et 2005, près de 80 % du montant de l'aide est allé directement à l'armée ou à la police. Parallèlement les Etats-Unis ont renforcé

³⁶ Nations Unies, Office contre la drogue et le crime, rapport mondial sur les drogues, Vienne, 2007.

leur présence militaire sur le terrain passant de quelques dizaines au début des années 1990 à un peu moins de mille aujourd'hui. Ces militaires ont pour but de former et d'aider l'armée colombienne dans ses opérations de lutte antidrogue³⁷.

Il est utile de rappeler que la drogue est perçue comme un problème « secondaire » par de nombreux citoyens colombiens. Le faible nombre de consommateur et le caractère mafieux et caché de l'argent de la drogue rendent difficile sa perception comme un problème structurel par les colombiens. De plus, la violence politique et le conflit armé sont les sujets qui attirent le plus l'attention de la population, bien que ces problèmes soient liés à la drogue. Par ailleurs, les zones de production de drogue sont une réalité lointaine et inconnue pour le colombien qui vit dans une grande ville (plus de 70% de la population est urbaine). La drogue est d'ailleurs souvent évoquée par les citoyens colombiens comme un problème relevant d'autres pays, dans la mesure où ce n'est pas la demande nationale qui crée cette production mais le marché américain. Dans un premier temps, la militarisation de la lutte contre le trafic de drogue et l'intervention croissante des Etats-Unis n'a donc pas posé de problèmes majeurs au gouvernement colombien.

Avant le plan Colombie l'armée était très peu impliquée dans les campagnes antidrogue, « notamment en raison de doutes quant à l'efficacité de cette institution, de soupçons de corruption et d'une longue tradition de mépris en son sein »³⁸. Le plan a donc réhabilité l'armée colombienne en tant que principale institution chargée de mener à bien la lutte antidrogue. Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'armée colombienne n'est pas un exemple d'union et d'obéissance au pouvoir politique et ses connivences avec les paramilitaires rendent encore plus problématique son intervention. Néanmoins elle est devenue un acteur central de la guerre antidrogue. Les Etats-Unis sont intervenus directement dans cette évolution notamment en finançant la création de différentes brigades spéciales et en formant leurs nouveaux membres.

En effet, à partir de l'an 2000 les autorités américaines ont décidé d'étendre le

³⁷ Adam Isacson, *Le plan Colombie : bilan négatif, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

³⁸ Adam Isacson, *Le plan Colombie : bilan négatif, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

programme d'aspersion à de nouvelles zones, qui étaient considérées jusqu'alors comme des chasses gardées de la guérilla, particulièrement dans le Sud du pays. Dans le but d'établir les conditions de sécurité nécessaires à l'aspersion, les Etats-Unis ont créé une nouvelle brigade spéciale antidrogue. Cette brigade dotée de 2300 hommes et de nombreux hélicoptères avait pour mission de chasser les groupes armés de ces régions. On peut noter que le financement de cette brigade entre 2000 et 2001 marque une rupture importante dans la politique extérieure américaine. Depuis la fin de la guerre froide, c'est la première fois que les Etats-Unis financent directement des opérations militaires qui seraient susceptibles de mener à une confrontation directe avec une guérilla révolutionnaire.

Adam Isacson, membre du *center for international policy* de Washington, remarque que le plan Colombie pensé par l'administration Clinton a fortement évolué depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush aux Etats-Unis et de celle d'Alvaro Uribe en Colombie³⁹. En effet, de lutte antidrogue le plan est peu à peu devenu un instrument de lutte antiguérilla qui a totalement mis de côté ses engagements en terme de développement économique et de droits de l'homme. Les fumigations aériennes, les aides au renseignement concernant les FARC et les offensives militaires sont devenues les principales actions des Etats-Unis dans le cadre du plan Colombie. Pour le gouvernement colombien, la priorité est avant tout de profiter cette aide militaire, financière et stratégique afin de mettre en déroute la guérilla. Régulièrement des membres de l'opposition accusent le gouvernement d'utiliser des armes destinées à l'éradication de drogue dans le cadre du conflit armé, ce que l'administration Uribe ne nie pas, car selon lui comme pour les américains, la défaite de la guérilla est une condition indispensable à l'éradication des cultures illicites.

Depuis le 11 septembre, la guerre contre le terrorisme est devenue une lutte mondiale pour les Etats-Unis, par conséquent, ils appuient partout où cela est nécessaire, la partie d'un conflit qui subit la menace de ceux qui répondent aux critères définissant la notion de terrorisme. Selon Jean-Paul Tamayo, « dans le cas du conflit colombien, les FARC et l'ELN, étant des guérillas, elles constituent les groupes identifiés clairement comme des terroristes, dans la mesure où leurs actions et leur discours sont expressément dirigés contre l'autorité de

³⁹ idem

l'Etat »⁴⁰. Combattre les guérillas redevient un objectif pertinent et justifié pour les Etats-Unis, et cela d'autant plus qu'il correspond avec leur objectif initial, la lutte antidrogue. Depuis plusieurs années, les bastions principaux des FARC se situent dans le Sud de la Colombie, particulièrement aux abords de la forêt amazonienne. Ces zones sont le théâtre de plus de la moitié des opérations effectuées dans le cadre du plan Colombie alors qu'elles ne représentent pas le quart des zones de production illicite en Colombie. Ceci peut sembler très troublant dans la mesure où l'objectif est avant tout de réduire la production illicite de drogue et non de s'engager militairement dans les affrontements avec la guérilla.

Dans cette optique, les FARC représentent l'adversaire idéal pour l'administration américaine dans la mesure où ils sont une guérilla marxiste et qu'ils sont en plus impliqués dans la production massive de cocaïne. Le plan Colombie est ainsi en grande partie un plan d'anéantissement de cette armée terroriste et criminelle. Aider le gouvernement colombien dans cette guerre est donc le moyen le plus légitime de protéger les Etats-Unis contre l'afflux de drogue et en même temps de stabiliser la région en renforçant un gouvernement ami dans une zone qui leur est de plus en plus hostile.

Parallèlement à l'action militaire destinée à combattre les maîtres armés des zones de production les Etats-Unis et la Colombie privilégient les fumigations en tant qu'instrument efficace et économique de lutte contre le trafic de drogues. Afin de lutter contre le fait que plusieurs millions d'américains consomment de la cocaïne, il faut détruire les exploitations illicites de paysans colombiens. Ce raisonnement s'il peut paraître caricatural est en fait un résumé du discours de la DEA. Il eut également été possible de tenter de s'attaquer en priorité aux coupes des organisations criminelles comme cela est fait en Italie, ou encore de dépenser plus d'argent et d'énergie afin de contrôler les ports, ou de tenter d'appréhender les vendeurs déjà présents sur le sol américain. Fortement critiqué dans sa stratégie, l'administration américaine se justifie à l'aide de deux arguments.

Tout d'abord d'un point de vue économique, les fumigations représentent le moyen le moins cher d'affecter directement l'offre. Ensuite d'un point de vue de l'évaluation, il est

⁴⁰ Tamayo(Jean-Paul), *Les conséquences directes du plan Colombie sur la situation colombienne*, www.mamacoca.org

simple de savoir la diminution de tonnes de cocaïnes que va entraîner la disparition de tant d'hectares de champ de coca. En revanche, il est beaucoup plus compliqué de savoir quel est l'impact sur le trafic de cocaïne de l'arrestation de membres d'un cartel ou du démantèlement d'un réseau. Ainsi, l'argent investi dans la guerre contre la drogue s'est de plus en plus investi dans des programmes d'éradication des cultures et de moins en moins dans des actions visant la prise en charge des toxicomanes ou le démantèlement de réseaux criminels. L'aide au programme d'éradication aérienne en Colombie est ainsi passée de 50 millions de dollars en 2001 à plus de 120 millions en 2005⁴¹. Au total sur ces cinq années, les Etats-Unis ont dépensés près de 500 millions de dollars dans cette aide, sans compter les opérations qu'ils ont effectué eux-mêmes avec leur propre arsenal militaire.

Ces sommes peuvent être mieux évaluées lorsqu'elles sont mises en perspective et surtout si on les compare aux autres programmes de lutte antidrogue. Ainsi le Pérou avait reçu un peu plus de 500 millions de dollars pour un programme similaire tandis que le total du plan Colombie se chiffre à plus de 5 milliards de dollars. L'aide aux fumigations en Colombie a coûté aussi cher que l'ensemble du programme péruvien incluant la surveillance, l'arrachage manuel, l'aide à l'armement, le renseignement...etc.⁴²

⁴¹ Juan Carlos Buitrago Arias, *La politique du gouvernement colombien contre le trafic de drogue, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

⁴² Francisco Thoumi, *La politique antidrogue en Colombie au regard des autres pays andins, enjeux passés et présents, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Section 2- Le plan Colombie : bilan mitigé

1. Des résultats décevants

L'alliance de la Colombie avec les Etats-Unis permet à la Colombie de disposer de plus de moyens, notamment financiers et militaires dans le but de lutter de manière efficace contre le trafic de drogue. L'implication grandissante des Etats-Unis dans le conflit a par ailleurs amené la Colombie à réorienter sa stratégie antidrogue en la combinant de plus en plus avec la guerre contre-insurrectionnelle. Les récents succès obtenus par l'armée colombienne sur cette dernière auraient pu amener une réduction importante des quantités de drogue arrivant chaque année aux Etats-Unis et en Europe. Une telle réussite aurait pour conséquence une hausse des prix et donc une diminution de la consommation.

Malgré tous leurs efforts la Colombie et les Etats Unis ne sont pas parvenus à atteindre ces objectifs. La quantité de cocaïne arrivant chaque année sur le marché américain est restée stable voire croissante et le prix au détail de la cocaïne a légèrement baissé. Les organisations criminelles ont ainsi réussi à améliorer leurs techniques face à l'augmentation de la répression. Ainsi, malgré des dizaines de milliers d'hectares de cultures illicites fumigées chaque année et quelques programmes d'incitation à l'arrachage volontaire les résultats sont décevants. Les autorités colombiennes et américaines font état de réussites quotidiennes qui contrastent avec la réalité décrite par les observateurs internationaux. De plus les conséquences sanitaires et environnementales des fumigations sont désastreuses selon les ONG même si il est difficile de connaître leur ampleur exacte en raison de l'isolement des régions touchées.

Le deuxième but du plan Colombie était d'amener la paix et d'imposer l'Etat démocratique sur l'ensemble du territoire. La violence semble avoir légèrement baissé depuis la mise en place du plan, notamment en ce qui concerne le nombre d'enlèvements perpétrés chaque année. Pourtant le nombre d'assassinats n'a presque pas varié et il reste encore des

centaines de milliers de déplacés à travers tout le pays. Par ailleurs, l'Etat colombien n'a réellement « récupéré » qu'une partie infime de son territoire, les victoires sur la guérilla se soldant la plupart du temps par la prise de pouvoir des paramilitaires des zones récemment conquises.

Les intérêts américains vont par ailleurs plus loin que la simple lutte contre la drogue et la guérilla. L'importance géostratégique et économique de la Colombie s'est renforcée au vu des récentes évolutions qui se sont déroulées dans les pays voisins. Le gouvernement colombien semble de moins en moins lutter contre le trafic de drogue et de plus en plus s'attaquer à la guérilla. Cette guerre s'il ne peut pas être considérée comme illégitime au vu des exactions commises par la guérilla ainsi que ses activités mafieuses clairement établies, ne respecte pas les objectifs du plan Colombie tels que ceux fixés par le Président Clinton en l'an 2000. Lutter contre le trafic de drogue en Colombie revient bien évidemment à lutter contre les FARC dans la mesure où les FARC sont un acteur majeur de cette activité illicite. Cependant, les autres acteurs de la drogue qui ont été relativement épargnés ne font que reprendre le contrôle des zones conquises et poursuivre les activités illicites.

2. L'ambiguïté de la position américaine face aux paramilitaires

Les résultats très mitigés du plan Colombie peuvent s'expliquer en partie par l'attitude des Etats-Unis face aux paramilitaires. En dépit du fait qu'ils sont tenus pour responsables de nombreux massacres et d'attaques aux populations civiles, ils gardent tout de même un rôle qui contribue finalement à lutter concrètement contre la guérilla. En effet les AUC sont présentes dans des zones reculées où l'Etat et l'armée régulière n'osent pas s'aventurer. Dans la mesure où ils combattent les guérillas, leur cause va d'une certaine manière dans le même sens et le même objectif que la lutte contre l'insurrectionnelle menée par les Etats-Unis. Il semble que les Etats-Unis ont une attitude très ambiguë envers les groupes paramilitaires. Même si les AUC appartiennent à la liste de terroristes internationaux, elles se définissent elles-mêmes d'une vocation antiterroriste par leur engagement à combattre les guérillas. D'un autre côté, elles ne nient pas qu'elles ont des pratiques qui ne respectent pas les droits de l'homme et des activités liées au trafic et à la production de drogue.

En effet, mettant en place le plan Colombie l'administration américaine avait également pour objectif, plus officieux, d'aider le gouvernement colombien à vaincre la guérilla des FARC. Selon Mariano Aguirre la mise en déroute de la guérilla est le véritable objectif des Etats-Unis, bien plus que la lutte contre le trafic de drogue, ce qui pourrait expliquer, selon lui, leur « laxisme » envers les paramilitaires, maîtres du négoce illicite mais en même temps premier front contre-insurrectionnel⁴³. Comme nous l'avons précédemment évoqué la politique étrangère américaine révèle d'importantes ambiguïtés en Amérique du Sud. Globalement, les Etats-Unis se basent sur deux volontés, lutter contre les guérillas révolutionnaires et les mouvements d'extrême gauche en général, et d'un autre côté lutter contre l'arrivée massive de drogue sur leur territoire chaque année. Dans le but de combattre ces guérillas, les américains n'ont pas hésité à appuyer des organisations criminelles qui agissent dans leurs intérêts. Les contras nicaraguayens ont ainsi pu bénéficier d'armes et d'argent provenant de réseaux mafieux avec le consentement voire l'appui des Etats-Unis. Par ailleurs, les américains sont soupçonnés d'avoir directement aidé certains groupes paramilitaires dans leur lutte contre les FARC. Or ces groupes sont justement ceux qui se sont rendus maîtres d'une bonne partie du commerce et de la production en Colombie.

Les autodéfenses sont aussi conscientes de l'importance du rôle qu'elles ont dans le conflit colombien : dans une lettre ouverte aux Etats-Unis, publiée le 15 février 2002, Carlos Castaño, chef des AUC écrit, « il faut bien savoir choisir ses alliés dans la lutte antiterroriste, et l'armée colombienne sans les paramilitaires ne peut pas remporter la victoire sur les FARC ; les Etats-Unis ont eu recours à des troupes irrégulières, l'alliance du Nord, pour venir à bout des Talibans. En Colombie, ce sont les AUC qui sont faites pour éradiquer les terroristes tandis que les forces armées régulières se chargent de remettre en place, par leur présence, la souveraineté de l'Etat ». Sur le terrain, l'armée colombienne ne combat les FARC qu'épisodiquement, soit lors de vastes opérations militaires soit lors d'accrochages. Au quotidien, ce sont les AUC qui combattent les FARC. Si les FARC ont reculé et perdu en puissance au cours de ces dernières années, c'est en grande partie lié au renforcement des paramilitaires qui ont pris une importance militaire, économique et politique qui a

⁴³ Aguirre (Mariano), La drogue alibi de Washington en Amérique latine, www.monde-diplomatique.fr

profondément modifié la configuration du conflit. Les Etats-Unis comme le souligne M. Castaño ne peuvent venir à bout des FARC sans l'appui des paramilitaires qui sont de toutes façons présents sur le terrain. En effet, les connexions entre les AUC et l'Etat colombien sont telles que s'attaquer aux autodéfenses reviendrait à affaiblir l'Etat colombien et surtout à reconnaître explicitement sa collaboration avec des groupes terroristes.

Même si une cette stratégie n'est évidemment pas affichée publiquement, elle a été appliquée à plusieurs reprises dans différentes parties du globe. Ainsi Alain Joxe, directeur du CIRPES, compare même le conflit colombien, au conflit israélo-palestinien: «si les deux processus de paix se sont rompus à quelques semaines d'intervalle, c'est qu'ils ont été gérés avec la même méthode. Les Etats-Unis ont choisi dans les deux cas, d'appuyer les parties les plus radicalement partisans de la guerre, qui se sont avérées avoir des liens directs ou indirects avec une forme de paramilitarisme».

Les Etats-Unis considèrent les AUC comme des groupes terroristes ne respectant pas les droits de l'homme et étant liés au trafic de drogue. Cependant leur appui indéfectible au gouvernement colombien dans sa lutte contre la guérilla semble contradictoire. En effet, en voulant lutter contre la guérilla en tant que groupe narco-terroriste, ils appuient un Etat qui s'allie quotidiennement avec d'autres groupes narco-terroristes. Lorsque l'armée régulière arrive à repousser les FARC ou à les évacuer d'une zone, ce sont les paramilitaires qui prennent le plus souvent possession du territoire. Ainsi, la constance de la production de drogue malgré la perte de territoire des FARC marque le résultat de l'ambiguïté de la politique américaine. En voulant s'attaquer aux seules guérillas marxistes dans le but de lutter contre le trafic de drogue l'administration américaine ne fait que renforcer un acteur de la drogue au détriment d'un autre. Par ailleurs, l'avènement et la montée en puissance des paramilitaires rendent encore plus difficile la réalisation du deuxième objectif affiché du plan Colombie, le respect des droits de l'homme.

En effet, la lutte antidrogue est devenue de plus en plus une lutte antiguérilla et tandis que sur le terrain les FARC ont réellement été affaiblis d'autre narcos-armées illégales ont pris la place des rebelles et bien que qualifiés de terroristes ils semblent ne pas devoir être

inquiétés au cours de ces prochaines années. Tout d'abord parce qu'ils sont indispensables dans la lutte contre la guérilla et ensuite parce qu'ils ont pris une place trop importante dans le système politique colombien.

L'union européenne, les voisins de la Colombie et l'ensemble de la communauté internationale émettent des réserves voire des critiques ouvertes face au plan Colombie. La question des droits de l'homme est notamment de plus en plus évoquée par les européens. De manière générale la militarisation de la lutte antidrogue et le poids des Etats-Unis dans cette lutte mettent la Colombie dans une position difficile sur la scène internationale.

Chapitre 2-Les conséquences du plan Colombie: l'isolement international de la Colombie dans sa lutte antidrogue

Parallèlement à sa coopération de plus en plus étroite et militaire avec les Etats-Unis, la Colombie souffre d'un isolement régional et international qui rend difficile un véritable succès de sa politique antidrogue. L'Union européenne a publiquement décidé de ne pas participer au plan Colombie et émet régulièrement des réserves quant à son efficacité et à ses buts réels. Les organisations civiles et religieuses abondent dans le même sens, de la même manière que les voisins de la Colombie, à commencer par le Venezuela et l'Equateur.

Si la lutte contre le trafic de drogue est l'un des éléments structurants des relations internationales pour la Colombie, deux visions semblent s'opposer quant à la manière de mener cette lutte. Les Etats-Unis sont les principaux alliés du gouvernement colombien et les seuls qui collaborent de manière directe à travers le plan Colombie. De l'autre côté de nombreux Etats et organisations internationales critiquent ce plan et certains proposent des solutions alternatives. Bien que ces deux visions, « pro » et « anti » plan Colombie soient beaucoup plus nuancées dans la réalité, cette distinction marque une réelle différence pour la

Colombie. En effet, d'un côté les Etats-Unis mènent directement cette guerre contre la drogue avec l'appui du gouvernement colombien et les relations entre ces deux Etats sont « excellentes » selon le site de la maison blanche. De l'autre, à différents degrés la quasi totalité de la communauté internationale est inquiète voire parfois révoltée par les méthodes et les buts du plan Colombie. De la même manière que sur la scène nationale, la drogue n'est pas un aspect séparable du reste des composantes du système politique en Colombie. L'attitude à adopter vis-à-vis de la guérilla et des paramilitaires est également sujette à de nombreux débats au niveau international et ces thèmes sont étroitement liés à ceux de la drogue⁴⁴.

Aucun gouvernement ne souhaite une augmentation de la production et du trafic de drogue mais les avis divergent sur la façon d'appréhender le problème. Au niveau régional, les soutiens symboliques de certains dirigeants à la guérilla enveniment un peu plus un climat d'isolement dont est victime la Colombie. La lutte contre le trafic de drogue nécessite une coopération régionale intense et sincère entre la Colombie et ses voisins mais cela semble très compromis au regard de la situation actuelle.

Section 1- L'isolement international et régional de la Colombie : un obstacle dans la guerre antidrogue

1. Le manque de coopération avec l'Union européenne

Le refus de l'union européenne de participer au plan Colombie prive l'administration colombienne de ressources importantes dans sa guerre à la drogue. L'Europe est le second marché pour la cocaïne colombienne. Chaque année, plus de 200 tonnes de cocaïne et plusieurs tonnes d'héroïne arrivent en Europe dont seulement un tiers est intercepté. Au même titre que les Etats-Unis, l'union européenne et les pays européens en général, ont intérêt à coopérer avec la Colombie dans sa lutte antidrogue. Néanmoins, les méthodes employées

⁴⁴ Labrousse (Alain), Production de drogues, l'Amérique latine face aux Etats-Unis et à l'Europe, www.fig-st-die.education.fr

dans le cadre du plan Colombie sont l'objet de nombreuses critiques de la part des pays européens. Tout d'abord les Etats européens considèrent que le plan Colombie n'a pas fait ses preuves en matière de droits de l'homme et de développement économique. En outre, les maigres résultats en termes de réduction du trafic et de la production de drogue ont amené l'union européenne à remettre en question certains aspects de la politique antidrogue menée par la Colombie et les Etats-Unis.

Les fumigations massives de round up et autres produits toxiques sont au centre de ces critiques. L'union européenne s'est ouvertement opposée à ces fumigations à de nombreuses reprises en mettant en avant différents arguments. Il apparaît tout d'abord que ces fumigations n'ont pas eut l'impact souhaité dans la mesure où en dépit de centaines de milliers d'hectares fumigés la production s'est maintenue stable et que les prix de la cocaïne n'ont pas baissé en Europe. Par ailleurs l'union européenne exprime sa désapprobation face à l'aspersion de produits toxiques qui ont des impacts écologiques et sociaux très grave pour l'environnement et les populations colombiennes. Plus généralement l'union européenne condamne la militarisation du conflit et le fait que la lutte antidrogue ne prenne que très peu en compte le développement économique des populations concernées.

Bien que l'Europe ne participe pas au plan Colombie, elle participe à des programmes de développement économique alternatif visant à remplacer les cultures illicites par d'autres activités légales avec le consentement des paysans colombiens. Néanmoins ces aides sont très faibles si on les compare à l'effort américain dans la région. La Colombie qui demande expressément chaque année de nouvelles aides américaines ne semble pas vouloir accroître la coopération avec l'Europe. Au niveau de la répression du trafic, l'union européenne a néanmoins établi de solides liens avec la Colombie, notamment par le biais d'échanges d'information. En effet, les trafiquants colombiens sont également présents de manière significative dans l'union européenne, notamment dans le port d'Amsterdam⁴⁵. Par ailleurs ils bénéficient de relais dans tous les pays de l'union européenne et peuvent même parfois compter sur certains fonctionnaires nationaux corrompus. Les colombiens ne sont évidemment pas les seuls trafiquants qui introduisent de la cocaïne au sein de l'union européenne et ils bénéficient de la coopération de nombreuses mafias locales, en particulier italiennes et russes. Ainsi les narcotrafiants sont parvenus à tisser un réseau de relation qui

⁴⁵ Damian Zaitch, *Conteneurs, contacts et contrôles. Le port de Rotterdam selon les trafiquants de drogue.*

leur permet de faire arriver chaque année plus de 200 tonnes de cocaïne sur le sol européen. Face à cette menace les autorités colombiennes et européennes n'effectuent pas concrètement d'actions communes, ni en Europe ni en Colombie.

Les réserves émises par l'Europe en ce qui concerne l'efficacité et la pertinence du plan Colombie semblent être la raison principale de cette faible coopération. Lors de certaines conférences internationales concernant la drogue et le crime et le crime organisé, les représentants colombiens et européens se rencontrent régulièrement mais aucune mesure concrète d'envergure n'est apparue jusqu'à aujourd'hui. Ceci est d'autant plus grave que la Colombie et l'Union européenne ont des intérêts communs en ce qui concerne la lutte antidrogue, à commencer par le démantèlement de réseaux criminels internationaux qui semblent chaque jour augmenter en puissance et en innovation⁴⁶.

La radicalisation de la position américaine et colombienne et la militarisation croissante du conflit ont engendré des réactions très critiques sur le vieux continent. Les récents résultats très mitigés du plan Colombie ont conforté l'Europe dans sa position concernant la lutte antidrogue; privilégier une solution pacifiste basée sur un développement économique alternatif des populations productrices et une meilleure coopération policière dans les opérations de démantèlement.

2.Un isolement régional problématique dans la lutte contre le trafic de drogue

Le plan Colombie a fortement contribué à l'isolement régional de la Colombie. La lutte contre des réseaux criminels transnationaux et implantés dans tous les pays voisins nécessite une coopération accrue entre la Colombie, le Brésil, le Venezuela, l'Equateur et le Pérou. Cependant comme dans le cas de l'union européenne, la Colombie se trouve isolée sur la plan régional ce qui rend encore plus inefficace sa lutte contre le trafic de drogue.

Les changements politiques qui ont eut lieu dans les pays voisins de la Colombie ont considérablement modifié les relations entre Etats dans cette région de l'Amérique latine.

⁴⁶ idem

L'arrivée au pouvoir de nouvelles équipes de gauche plus ou moins radicale mais presque toujours anti-américanisme ont peu à peu créé un isolement régional de la Colombie. En ce qui concerne la lutte antidrogue, cet isolement s'est matérialisé par la fin de la coopération régionale qui était en grande partie coordonnée par les Etats-Unis. La décision du président Hugo Chavez d'arrêter la coopération avec la DEA en 2005⁴⁷ est emblématique de cette volonté de s'affranchir de l'influence américaine dans la lutte antidrogue. Les relations entre la Colombie et le Venezuela sont de plus en plus conflictuelles, notamment en ce qui concerne les FARC. Le président colombien accuse régulièrement le Venezuela de soutenir militairement et financièrement la guérilla. Par ailleurs de nombreuses accusations ont été portées contre le Venezuela, de la part de la Colombie et des Etats-Unis en ce qui concerne des liens présumés entre l'exécutif vénézuélien et le trafic de drogue.

L'Equateur est également l'objet de nombreuses attaques de la part d'Alvaro Uribe, toujours au sujet de liens présumés avec les FARC et la drogue. La récente crise diplomatique qui a presque dégénéré en conflit armé entre la Colombie, le Venezuela et la Colombie montre à quel point la situation est fragile dans cette région. Rafael Correa, le président équatorien, n'a toujours pas rétabli de relations diplomatiques avec la Colombie et des milliers de militaires équatoriens et vénézuéliens patrouillent encore près de la frontière colombienne. Dans ce contexte régional aussi difficile, la coopération pour la lutte antidrogue semble délicate voire impossible.

Le Venezuela met en avant le fait que depuis la fin de la coopération avec la DEA et la « nationalisation » de la lutte antidrogue, les résultats enregistrés sont les meilleurs depuis de nombreuses années, ce qui est confirmé par les chiffres de l'ONUDOC. De son côté la Colombie accuse le Venezuela de manipuler les chiffres et de protéger certains trafiquants colombiens présents au Venezuela afin de déstabiliser l'Etat colombien⁴⁸. En outre, l'administration colombienne accuse régulièrement l'Equateur de fermer les yeux sur le trafic de drogue effectué par la guérilla depuis la frontière entre ces deux Etats, dans le but de soutenir la guérilla, accusations étayées par de récentes arrestations.

La Colombie fait donc face à un isolement régional très marqué. D'un côté elle ne peut compter sur la coopération de ses voisins afin de lutter contre des organisations criminelles

⁴⁷ www.whitehouse.net

⁴⁸ Plus d'un quart de la cocaïne sortant de Colombie passe par le Venezuela. www.onudc.org

internationales qui sont pourtant présents dans tous ces Etats. D'un autre côté cela incite la Colombie à accroître sa coopération avec les Etats-Unis qui interviennent de plus en plus directement dans la région.

Section 2 : La remise en question du plan Colombie : perspectives de la lutte antidrogue

1. Les critiques du plan Colombie : une alliance entre un Etat corrompu en quête de légitimité et une puissance aux intérêts douteux

Globalement les critiques adressées au plan Colombie peuvent se baser sur deux constats: le manque de volonté de l'Etat colombien de lutter juridiquement et politiquement contre le narcotrafic et la présence d'intérêts économiques américains qui rendrait impossible la réussite de la guerre antidrogue. La communauté internationale, y compris les Etats-Unis, accuse régulièrement la Colombie de ne pas suffisamment réprimer les chefs des grandes organisations terroristes, voire de les protéger. Derrière ces accusations la question de la crédibilité du congrès colombien dont les cas de corruption inondent presque quotidiennement les journaux, est directement questionnée.

L'Etat colombien met officiellement en place différentes politiques pour lutter contre le trafic de drogue. Néanmoins, comme nous l'avons étudié, la corruption est telle qu'il est difficile de savoir si il existe une réelle volonté de lutter contre le trafic de drogue. Si il est clair que le gouvernement colombien lutte contre la production de drogue en particulier dans les zones gérées par les FARC, paradoxalement les organisations criminelles qui prennent en charge le trafic sont attaquées avec beaucoup moins de ténacité par le pouvoir central.

En effet, si certains membres des plus hautes sphères du gouvernement, de la police et de l'armée sont impliqués dans des réseaux mafieux on peut supposer que les fonctionnaires qui se situent aux échelons supérieurs sont encore plus touchés par le phénomène. Si l'on

ajoute à cela le fait que l'Etat colombien ne contrôle de manière effective et permanente qu'environ la moitié de la superficie de la Colombie et qu'il s'allie parfois avec des groupes armés illégaux, il est difficile d'imaginer que cette lutte soit efficace et sincère. Lorsque l'on examine un peu plus précisément les actions mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre le trafic et la production de drogue on peut constater différentes faiblesses dans cette lutte. Les recours et processus légaux employés à l'encontre des narcotrafiquants semblent insuffisants voire contre-productifs. Selon Ricardo Vargas, parmi les biens saisis aux narcotrafiquants lors des récentes campagnes anti-drogue, seuls 5% ont été effectivement expropriés tandis que 35% de ces biens ont été restitués aux condamnés, sur décision de justice⁴⁹. L'insuffisance et le flou des politiques publiques en ce qui concerne l'utilisation des biens réellement expropriés rend la lutte encore plus dérisoire face à l'ampleur du trafic.

Le 22 juin 2005, le parlement colombien a adopté une loi de « justice et de paix » constituant le cadre juridique de la réinsertion sociale des groupes paramilitaires. Dans le même temps ces groupes continuent à négocier au cas par cas leur démobilisation avec le gouvernement Uribe. Cependant, cette loi ne modifie pas, ni n'interdit formellement les organisations paramilitaires et laisse en outre intacts les réseaux mafieux de ces mêmes groupes. En revanche, elle rend plus court les délais pour enquêter sur leurs crimes ce qui entrave l'action de la justice dans sa quête de la vérité sur les actions commises par ces groupes, responsables selon Alain Labrousse de plus de 75% des massacres et assassinats en Colombie. Par ailleurs, cette législation empêche le versement des éventuelles réparations et indemnisations dues aux victimes de violences ou d'expropriations. Cette loi qui était à la base faite pour rétablir le monopole de l'Etat sur tout le territoire qui n'est pas contrôlé par les insurgés a eut en fait d'évidents effets contre-productifs. En effet, loin de retrouver le monopole de la coercition dans toutes les zones détenues par les paramilitaires, l'Etat a au contraire en quelque sorte légitimé ses rivaux en tentant de les assujettir. Cette tentative de réconciliation qui a pour but de réintégrer ces zones et ces hommes en son sein s'avère très difficile. L'Etat colombien, bien qu'extrêmement corrompu, n'est pas une machine de guerre qui se base sur le commerce et la culture illicite de drogue pour s'agrandir, contrairement aux paramilitaires. La volonté de réintégrer ses groupes en les amnistiant prouve deux choses.

⁴⁹ Ricardo Vargas Meza, *Trafic de drogue et conflit armé en Colombie, une relation symbiotique ? Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Tout d'abord l'aveu de faiblesse de l'Etat colombien, qui au lieu de combattre des groupes coupables de milliers de meurtres, de viols, d'enlèvements et d'expropriation chaque année, décide de les traiter comme un ensemble de citoyen qui s'est « trompé » et qu'il est donc légitime de réintégrer. Ensuite cela montre également à quel point les paramilitaires ont une influence énorme au niveau de la politique nationale. Cette loi a en effet été votée par la totalité des personnes qui ont été emprisonnées ou entendus par la justice depuis le début d'opérations visant à condamner les congressistes suspectés de liens avec les paramilitaires et les réseaux mafieux.

Si la Colombie est accusée plus ou moins ouvertement de ne pas lutter efficacement contre le trafic de drogue malgré le plan Colombie, les intérêts américains sont également pointés du doigt par la communauté internationale. Les intérêts des Etats-Unis en Colombie sont avant tout de nature économique. Comme le montre cet extrait d'article de Jean-Paul Tamayo, un fort lobbying de la part de certaines entreprises américaines a accru la militarisation du conflit :

« Les multinationales implantées en Colombie sont principalement liées aux marchés énergétiques : gaz, électricité, eau, pétrole. La «privatisation de la guerre», mettant en jeu le rôle des paramilitaires, et leur présence dans une région coïncidant avec la présence de production énergétique, une militarisation accrue est plus que bénéfique pour les intérêts économiques de ces entreprises étrangères.

Les régions sous emprise paramilitaire correspondent entre autres aux régions du Choco, d'Antioquia, et d'Urabá, à la frontière du Panamá. Zone bananière, l'Urabá est également une zone d'exploitation pétrolière où agissent compagnies américaines et britanniques. Elle recèle d'importantes réserves de gaz et suit le tracé d'un projet de canal interocéanique qui pourrait doubler celui de Panamá. Dans l'est de l'Antioquia, ce sont de grands projets hydroélectriques et touristiques qui sont à la base des déplacements forcés de paysans. Le Putumayo, où les paramilitaires ne sont, comme nous l'avons vu, que récemment présents, est une région traversée par d'importants fleuves qui seraient inclus dans un mégaprojet d'interconnexion fluviale de l'Amérique du Sud. La frontière avec l'Equateur représente, elle, la porte d'entrée de l'Amazonie et de sa biodiversité. ».

Les Etats-Unis, selon Jean-Paul Tamayo, seraient motivés par des intérêts géostratégiques qui vont bien au-delà du simple problème de la drogue voire de la guérilla.

L'auteur va même plus loin lorsqu'il ajoute:

« Enfin le pétrole, peut constituer un des intérêts stratégiques les plus importants en Colombie. Les Etats-Unis importent aujourd'hui plus de pétrole de Colombie, du Venezuela et d'Equateur, que de tous les pays du golfe persique réunis. Inquiétés par une consommation de pétrole nationale prévue à la hausse (25%) pour les vingt prochaines années, et soucieux de ne pas dépendre uniquement de leurs importations provenant du Moyen Orient, les Etats-Unis portent un grand intérêt au pétrole colombien. Les réserves colombiennes connues jusqu'à ce jour, représentent un total de 2.6 milliards de barils (quantité presque aussi important que chez les principaux pays producteurs de pétrole). Mais seulement 20 % du potentiel des réserves terrestres a été exploré à cause de la violence et du conflit armé.

Le principal investisseur étranger en Colombie, le consortium anglo-américain BP Amoco, contrôle la plus grande réserve de pétrole colombienne, la station Cusiana-Cupiagua (département de Casanare), d'où sont tirés quelque 1.5 milliard de barils. Oxy contrôle la station de Caño Limón, et y produit un peu plus de 1 milliard de barils. D'autres compagnies pétrolières ont investi en Colombie, comme Shell, Elf Aquitaine, ou Exxon. Plusieurs de ces entreprises, soucieuses de protéger leurs investissements, soutiennent la volonté des Etats-Unis d'assister militairement la Colombie ».

En outre, l'aspect régional du conflit inquiète également les intérêts économiques étasuniens liés au pétrole : « les FARC et ELN, fortement présents dans le département d'Arauca, menacent l'entreprise *Petroleos de Venezuela* (PDVSA). Appartenant au gouvernement vénézuélien. 3^{ème} fournisseur de pétrole des Etats-Unis et unique membre de l'OPEP de l'hémisphère occidental, le Venezuela possède en réserve 77 milliards de barils. La réticence du président Chavez à privatiser PDVSA, et le fait qu'il ait convaincu les membres de l'OPEP de réduire la production, fragilisent aussi la fiabilité du lien qui assure aux Etats-Unis un approvisionnement en pétrole vénézuélien. Les effets du conflit colombien affectent aussi l'autre fournisseur de pétrole de la région : l'Equateur. En face du Putumayo, la ville de *Lago Agrio* produit du pétrole équatorien, et se trouve affectée par l'influence des FARC ».⁵⁰

Ainsi, les guérillas qui s'attaquent aux entreprises américaines menacent directement les intérêts économiques des Etats-Unis. Dans le contexte actuel de forte hausse des prix du

⁵⁰ Tamayo (Jean-Paul), *Les conséquences directes du plan Colombie sur la situation colombienne*, www.mamacoca.org

pétrole et de la raréfaction de nouvelles zones de prospection au Moyen-Orient il semble que la stabilité de la région soit un objectif prioritaire pour Washington. Partenaire privilégié de l'ALENA la Colombie a elle aussi intérêt à maintenir ses immenses ressources naturelles hors de portée des groupes armées révolutionnaires. Les paramilitaires sont dans ce contexte des alliés plus que des ennemis dans la mesure où ils combattent les FARC et ne s'attaquent qu'exceptionnellement aux entreprises étrangères. Ainsi en tentant de préserver voire d'accroître leurs intérêts économiques dans la région les Etats-Unis contribuent indirectement au renforcement des paramilitaires, acteurs majeurs du trafic de drogue.

2. Les perspectives de la guerre antidrogue

La radicalisation du conflit et de la stratégie antidrogue en Colombie a semble t'il eut des effets négatifs pour les principaux acteurs concernés. La guérilla est apparue de plus en plus comme une organisation fortement liée au trafic de drogue et qui n'hésite pas à perpétrer des massacres et des enlèvements afin de se faire entendre, d'effrayer ou de s'enrichir. Jusqu'à la fin des années 1990, les FARC bénéficiaient d'un certain soutien dans l'opinion, en particulier chez les classes populaires rurales. Selon un récent sondage parut dans El Tiempo, seulement 1 à 2% des colombiens appuient le combat de la guérilla contre l'Etat colombien. Par ailleurs la radicalisation du conflit a également fait éclater des divisions au sein des FARC entre les partisans d'une négociation et les plus intransigeants de ses membres qui veulent à tout prix continuer la lutte. Si les chiffres concernant les désertions avancées par le gouvernement colombien semblent exagérés, ce phénomène est néanmoins réel et il semble que le moral des troupes soit au plus bas au sein de la guérilla.

Par ailleurs, la détention de nombreux otages et l'obstination de leurs ravisseurs ne fait que discréditer encore plus ce mouvement sur la scène internationale. Grâce à leurs otages « prestigieux », à l'image de l'intérêt porté en France à la captivité d'Ingrid Betancourt, il est clair que les FARC ont réussi à se trouver une place sur la scène médiatique. Cependant, l'isolement du mouvement est aujourd'hui de plus en plus flagrant. Le président vénézuélien Hugo Chavez qui avait montré de la sympathie envers le mouvement guérillero est

aujourd'hui de plus en plus critique envers la guérilla et ses pratiques, notamment en ce qui concerne la drogue et les otages.

Militairement, la lutte antidrogue a également été lourde de conséquences pour la guérilla. En dépit de quelques victoires sur certains fronts, les FARC ont globalement perdu du territoire, des hommes et surtout la mainmise sur une grande partie des ressources illicites qui fondaient jusqu'à lors sa principale force dans le conflit. La base sociale cocolera s'est également réduite et surtout est de plus en plus hostile aux FARC en raison de leurs pratiques brutales et de l'utilisation de civils dans des opérations militaires. La mort récente de Reyes, numéro 2 des FARC et garant de l'unité de l'organisation a également affaibli l'organisation qui semble souffrir du manque d'un véritable leader, étant donné l'âge avancé de leur chef historique Manuel Marulanda.

Le gouvernement colombien a également été affaibli par la lutte antidrogue. La persistance de la guérilla qui résiste encore bien que très affaiblie a porté préjudice au gouvernement colombien, qui s'est enlisé dans une guerre coûteuse en hommes et en argent. La promesse d'Alvaro Uribe d'en finir avec les guérilleros avant la fin de son premier mandat a été loin d'être tenue. Néanmoins sa réélection a été assurée par une large victoire en 2006. Fort de ce prestige, le gouvernement colombien a décidé d'engager une épreuve de force avec la guérilla même si cela doit se faire au détriment de la libération d'otage. La lutte antidrogue qui a peu à peu fusionnée, au moins partiellement avec la lutte antiguérilla n'a pas réellement porté ses fruits en terme de réduction de la production de cocaïne. Sur le plan national cet échec ne constitue pas un réel problème pour le président Uribe dans la mesure où la grande majorité des colombiens considèrent le problème de la drogue comme un problème extérieur. Néanmoins les méthodes utilisées dans la guerre antidrogue ont fait l'objet de vives critiques de la part de l'opposition, en particulier du polo democrático.

Les conséquences environnementales et sociales des fumigations sont régulièrement pointées du doigt et il semble que l'opinion colombienne commence à se préoccuper réellement des impacts de ces millions de litres de pesticides sur leur territoire. En outre, le polo democrático met en avant le coût financier de ces fumigations qui retombent sur le contribuable colombien, notamment par l'intermédiaire d'impôts spéciaux destinés à financer la guerre contre les FARC. Un article de Ricardo Vargas Meza montre en effet que le rapport entre le coût et l'efficacité des fumigations peut amener à se poser certaines questions. Selon

le rapport de l'ONUDC 2005, la réduction des cultures de coca en Colombie a atteint 6000 hectares au cours de l'année 2005.

« On tend spontanément à considérer ces chiffres comme un bon indice du succès des aspersions. Mais plusieurs éléments nous conduisent à adopter une opinion plus nuancée.

En premier lieu, il convient de signaler que la réduction due à l'éradication manuelle a été de 2589 hectares. Celle obtenue par les aspersions aériennes n'a donc été que de 3411 hectares. La superficie de coca traitée au glyphosate en 2004 a été de 136551 hectares, ce qui signifie que pour éradiquer effectivement un hectare de cocaïer, il a fallu asperger environ 40 hectares d'herbicides. Pour connaître le coût réel de l'éradication effective d'un hectare de coca, il faut donc multiplier le prix du traitement à l'herbicide d'un hectare, 700 dollars par 40. Cela signifie que pour éradiquer un hectare de coca, il en a coûté en 2004 environ 28000 dollars soit près de 24000 euros. »⁵¹

La lutte contre la production de drogue menée par le gouvernement est critiquée et rentre de plus en plus dans le débat politique colombien. La légitimité de cette lutte n'est pas remise en cause mais les moyens utilisés sont sujets à de nombreuses réserves. Le soutien des Etats-Unis matérialisé par le plan Colombie et surtout la présence de centaines de militaires américains actifs sur le sol colombien est également de plus en plus critiqué par différents secteurs de la population. L'isolement régional de la Colombie est une réalité que même le gouvernement en place ne peut nier et l'opposition déplore les conséquences néfastes de cette situation. Concrètement dans le cas de la lutte contre le trafic de drogue le manque de coopération avec les pays voisins est considéré par la gauche colombienne comme un obstacle à des réelles avancées sur le terrain. En outre les affaires de corruption, de liens avec les paramilitaires ou des cartels se multiplient dans les plus hautes sphères de l'Etat. La réelle volonté de lutter contre le trafic de drogue de la part du gouvernement colombien est ainsi questionnée de plus en plus ouvertement par différents secteurs de l'opinion.

Ainsi, la société civile critique elle aussi fermement le plan Colombie. Les ONG présentes sur le terrain écrivent régulièrement des rapports qui montrent que les fumigations ont des conséquences désastreuses sur l'environnement et la santé des paysans colombiens.

⁵¹ Ricardo Vargas Meza, *Trafic de drogue et conflit armé en Colombie, une relation symbiotique ? Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Les organisations civiles ont un poids de plus en plus important en Colombie et le gouvernement tente régulièrement d'empêcher certaines d'entre elles d'agir sur le terrain, en prétextant qu'elles « soutiennent la guérilla », ce qui semble paradoxal dans la mesure où chaque année des dizaines de membres d'ONG sont assassinés ou enlevés en Colombie, notamment par les FARC. Par ailleurs, les membres de l'église catholique présents dans les zones cocalleras sont eux aussi très critiques en ce qui concerne le plan Colombie expliquant que les populations civiles, qui sont par ailleurs bien souvent sans défenses face à la guérilla ou aux paramilitaires, vivent dans des conditions de peur permanente du fait des fumigations et de la recrudescence des combats. La stratégie du gouvernement colombien est également de plus en plus critiquée par les organisations internationales. Le directeur de la croix rouge internationale en Colombie affirme même que le plan Colombie est le « déclencheur de la montée en puissance des paramilitaires ». L'ONUDC ne critique pas ouvertement le gouvernement colombien dans ses différents rapports annuels mais les chiffres avancés par l'organisation internationale contredisent presque toujours les succès avancés par les gouvernements colombiens et américains.

La politique antidrogue américaine, particulièrement l'action de la DEA, est elle aussi sujette à de nombreuses réserves voire critiques sur la scène internationale malgré l'annonce régulière de succès de la part des autorités. Sur le site de la maison blanche on peut ainsi voir que la Colombie a réalisé d'énormes progrès sur le terrain dans sa lutte contre le trafic de drogue:

« The U.S. Drug Enforcement Administration estimates that more than 80% of the worldwide powdered cocaine supply and as much as 90% of the powdered cocaine smuggled into the United States is produced in Colombia.

The Colombian Government is committed to the eradication of all illicit crops, interdiction of illegal drug shipments and financial controls to prevent money laundering. Between 2004 and 2006, Colombian security forces interdicted 562 metric tons of cocaine, coca base, and heroin. Coca cultivation decreased by 15% from 2001 to 2005, while opium poppy cultivation decreased by 68% from 2001 to 2004. »⁵²

⁵² www.whitehouse.net

Néanmoins si on regarde la situation plus en détail à partir des rapports de l'ONUDC, on se rend compte que les quantités de cocaïne arrivant chaque année aux Etats-Unis n'ont pas baissé voire ont légèrement augmenté. En outre la pureté de cette cocaïne a atteint un taux record parallèlement à une chute du prix au gramme. Ainsi, malgré des milliards de dollars, des milliers d'opérations militaires et des centaines de milliers d'hectares de cultures fumigés au round-up, le plan Colombie n'a avancé dans aucun de ces objectifs initiaux, réduire l'arrivée de cocaïne aux Etats-Unis et faire augmenter le prix de cette drogue. Il est intéressant de voir qu'en dépit de cette réalité incontestable les responsables américains et colombiens présentent le plan comme un franc succès, un exemple à suivre.

« The U.S. has continued close cooperation with Colombia under the Uribe administration. Recognizing that terrorism and the illicit narcotics trade in Colombia are inextricably linked, the U.S. Congress granted new expanded statutory authorities in 2002 making U.S. assistance to Colombia more flexible in order to better support President Uribe's unified campaign against narcotics and terrorism.

The results thus far have been impressive, but much remains to be done. U.S. policy toward Colombia supports the Colombian Government's efforts to strengthen its democratic institutions, promote respect for human rights and the rule of law, intensify counter-narcotics efforts, foster socioeconomic development, address immediate humanitarian needs, and end the threats to democracy posed by narcotics trafficking and terrorism. Promoting security, stability, and prosperity in Colombia will continue as long-term American interests in the region. »⁵³

Les résultats sont ainsi qualifiés d' « impressionnants » même si « beaucoup reste à faire ». Il semble que cet enthousiasme se base sur le fait que la guérilla est sortie affaiblie du plan Colombie. Néanmoins le problème des paramilitaires n'est que très brièvement évoqué par l'administration américaine et seuls quelques lignes lui sont consacrés en expliquant que ces organisations ont été officiellement qualifiés de groupes terroristes par le congrès américain en 2004.

Sur la scène intérieure américaine, le congrès à majorité démocrate critique

⁵³ www.whitehouse.net

régulièrement l'administration républicaine et il semble que les progrès annoncés par la DEA ne fassent pas l'unanimité. En effet, pour la première fois depuis son application le plan Colombie a été évoqué à de nombreuses reprises par les candidats démocrates qui l'ont jugé « injuste et inefficace ». Par ailleurs au cours de ces dernières années le congrès américain a retardé à de nombreuses reprises l'envoi d'aide financière à la Colombie en exigeant notamment des garanties en matière de droits de l'homme.

Les paramilitaires sont au cœur de toutes les critiques émanant de la communauté internationale notamment en raison de leurs liens avec le gouvernement et l'armée colombienne mais également du fait de l'impunité dont ils jouissent si l'on compare les efforts du plan Colombie pour défaire les FARC. Bien que de plus en plus cités et critiqués sur la scène colombienne ils sont les grands vainqueurs du plan Colombie. Le recul militaire et territorial des FARC leur a largement profité et ils sont devenus maîtres d'une grande partie des zones rurales ou semi urbaines de Colombie. Les victoires face à la guérilla sont dues à leur participation aux combats et ils estiment légitime de se voir attribuer une « récompense » en échange. En outre l'augmentation de leurs ressources liée à la conquête de zones de production de cultures illicites a totalement modifié leur capacité à négocier avec le gouvernement. Leur contrôle sur les institutions colombiennes et particulièrement le parlement s'est accru comme en témoigne la récente loi de « justice et de paix » voté par une majorité au congrès et qui leur attribue un statut de quasi impunité en dépit des milliers d'assassinats de civils qu'ils ont perpétré.

D'un autre côté, les exactions et le clientélisme armé des paramilitaires prennent une place de plus en plus importante dans le débat politique colombien et attisent les critiques sur la scène internationale. Les paramilitaires commencent déjà à souffrir d'une grande médiatisation à travers les scandales politiques récents qui ont amené le gouvernement colombien à développer une série de mesures, certes timides, contre les AUC afin de gagner en crédibilité face aux attaques de l'opposition.

La gauche colombienne (qui n'a jamais gouverné depuis le début de la démocratie en Colombie), se trouve elle aussi renforcée par le plan Colombie. Le lien entre les partis traditionnels et les paramilitaires semblent avoir en effet donné du crédit au polo democrático. En outre, ce parti s'est positionné clairement contre la guérilla et ses méthodes brutales. Le scandale de la parapolitique a également contribué à faire de cette formation politique une

alternative crédible dans la mesure où les cas de corruptions enregistrés ne concernent que la droite colombienne, largement majoritaire au parlement. Cette progression s'est notamment matérialisée par des résultats très prometteurs aux dernières élections présidentielles aux cours desquelles le polo a fait une percée en devenant la seconde force politique du pays. La fin de la coopération avec la DEA était une des revendications principales de ce parti et si cette poussée est sûrement liée à un contexte régional particulier elle témoigne aussi de l'importance accordée au plan Colombie dans la politique nationale.

Au vu de ces différentes évolutions que nous venons d'évoquer, il apparaît clair que la guerre antidrogue est en train de prendre un nouveau tournant en Colombie. L'absence de « plan Colombie 2 » témoigne de l'incertitude des décideurs américains et colombiens quant à la manière de poursuivre leur combat.

Conclusion

La drogue est enjeu essentiel pour la Colombie tant sur le plan extérieur qu'intérieur. La violence politique et la corruption qui règne au sein de l'administration et du personnel politique colombien rendent difficile une résolution du problème de manière cohérente. En outre, l'interventionnisme croissant des Etats-Unis sur le sol colombien semble ne pas avoir apporté les effets souhaités par les deux Etats. D'un autre côté, la réticence et les critiques du reste de la communauté internationale empêchent une coopération de tous les Etats dans le combat mené pour ce problème mondial.

A l'image du cannabis marocain ou du pavot afghan les cultures et trafics illicites relèvent de profonds problèmes pour les pays concernés. La violence, l'absence d'opportunités économiques et la faiblesse des Etats sont en effet des facteurs déterminants dans la mise en place de ces activités illégales. Les pays occidentaux ont également leur part de responsabilité dans la mesure où ils constituent de loin le premier marché pour ces drogues. La lutte contre le trafic de drogue, organisée par des acteurs transnationaux qui profitent des divisions de la communauté internationale, est un enjeu qui demande une profonde et sincère coopération internationale qui est loin d'être effective aujourd'hui.

Annexes

Annexe 1 : Culture mondiale de cocaïer, ONUDC 2007.

Annexe 2 : Culture illicite du cocaïer dans le monde et production illicite de cocaïne, ONUDC 2007.

Annexe 3 : Production mondiale de cocaïne, ONUDC 2007.

Annexe 4 : Evolution du prix de la cocaïne en Europe et aux Etats-Unis, ONUDC 2007.

Annexe 5 : Saisies de cocaïne, ONUDC 2007.

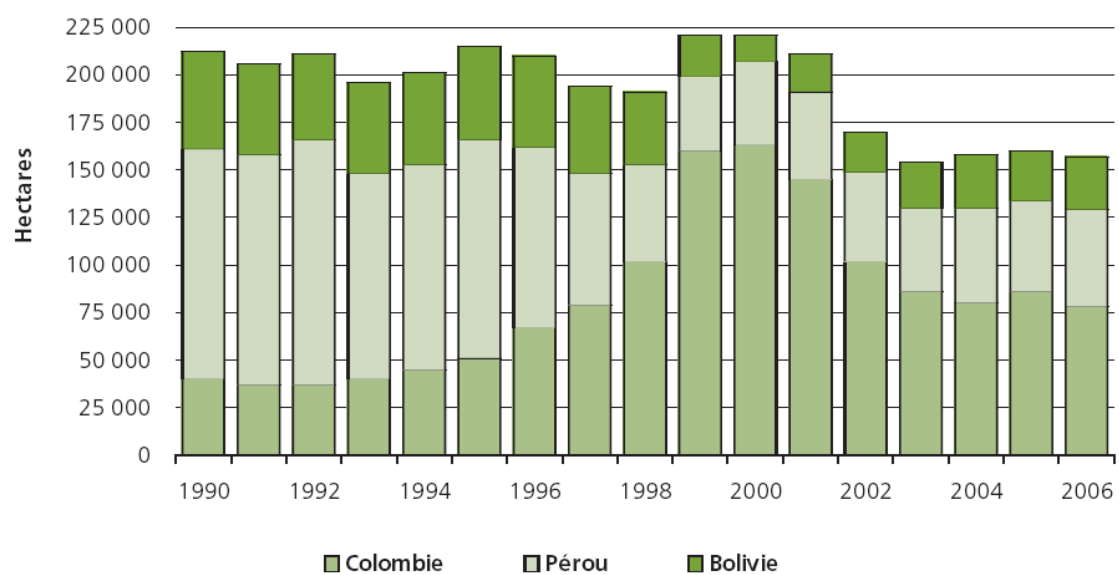
Annexe 6 : Consommation de cocaïne par régions du monde, ONUDC 2007

Annexe 7 : Présentation de la Colombie sur le site Internet de la maison blanche

Annexe 8 : Présentation des relations entre la Colombie et les Etats-Unis sur le site de la présidence colombienne

Annexe 1

Fig. 39: Culture mondiale du cocaïer (en hectares), 1990-2006



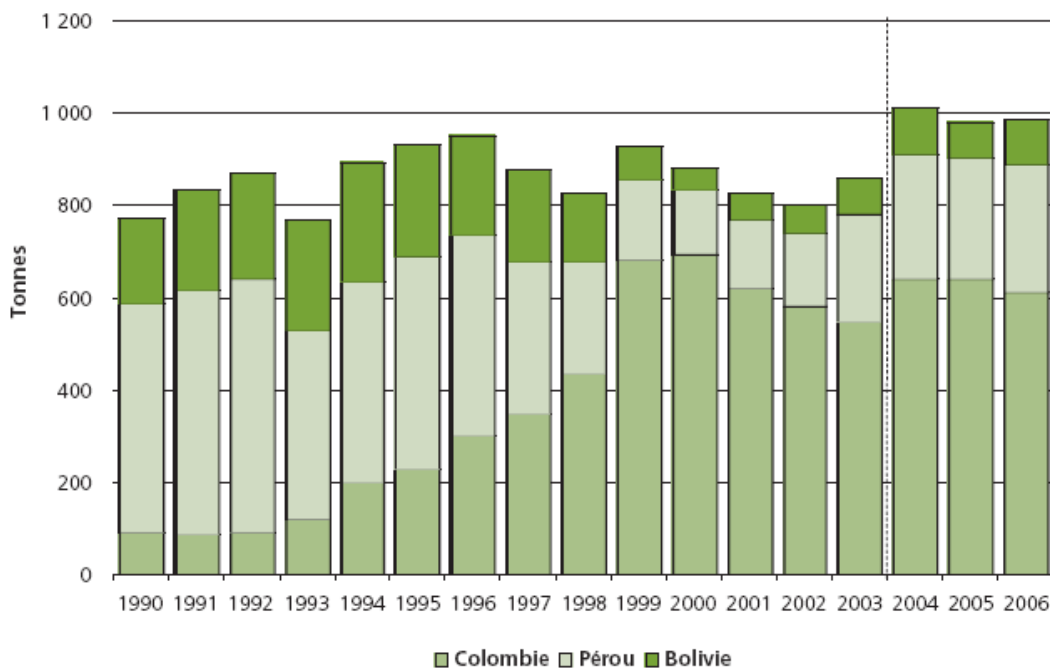
Annexe 2

Tableau 5: Culture illicite du cocaïer dans le monde et production mondiale de cocaïne

Culture illicite du cocaïer dans le monde et production mondiale de cocaïne																	
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
CULTURE DU COCAÏER^(a) EN HECTARES																	
Bolivie ^(b)	50 300	47 900	45 300	47 200	48 100	48 600	48 100	45 800	38 000	21 800	14 600	19 900	21 600	23 600	27 700	25 400	27 500
Colombie ^(d)	40 100	37 500	37 100	39 700	44 700	50 900	67 200	79 400	101 800	160 100	163 300	144 800	102 000	86 000	80 000	86 000	78 000
Peru ^(d)	121 300	120 800	129 100	108 800	108 600	115 300	94 400	68 800	51 000	38 700	43 400	46 200	46 700	44 200	50 300	48 200	51 400
Total	211 700	206 200	211 500	195 700	201 400	214 800	209 700	194 000	190 800	220 600	221 300	210 900	170 300	153 800	158 000	159 600	156 900
PRODUCTION POTENTIELLE DE FEUILLES DE COCA SÉCHÉES^(a) EN TONNES																	
Bolivie	77 000	78 000	80 300	84 400	89 800	85 000	75 100	70 100	52 900	22 800	13 400	20 200	19 800	27 800	38 000	28 200	33 200
Colombie	45 300	45 000	44 900	45 300	67 500	80 900	108 900	129 500	165 900	261 000	266 200	236 000	222 100	186 054	164 280	164 280	154 130
Peru	196 900	222 700	223 900	155 500	165 300	183 600	174 700	130 600	95 600	69 200	46 200	49 300	52 500	72 800	101 000	97 000	105 100
Total	319 200	345 700	349 100	285 200	322 600	349 500	358 700	330 200	314 400	353 000	325 800	305 500	294 400	286 654	303 280	289 480	292 430
PRODUCTION POTENTIELLE DE COCAÏNE (f), EN TONNES																	
Bolivie	189	220	225	240	255	240	215	200	150	70	43	60	60	79	98	80	94
Colombie	92	88	91	119	201	230	300	350	435	680	695	617	580	550	640	640	610
Peru ^(g)	492	525	550	410	435	460	435	325	240	175	141	150	160	230	270	260	280

Annexe 3

Fig. 40: Production mondiale de cocaïne (en tonnes), 1990-2006



Annexe 4

Fig. 52: États-Unis: prix de la cocaïne en gros et au détail 1990-2005 (en \$ É.-U. par gramme)

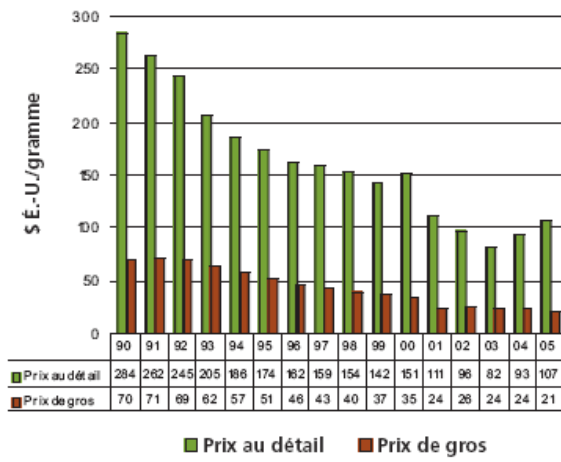
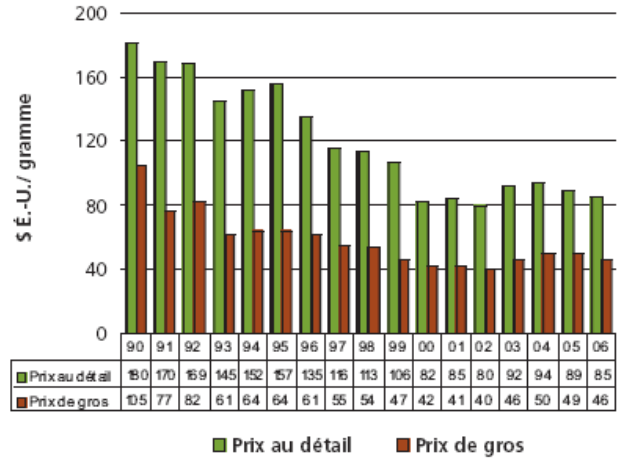
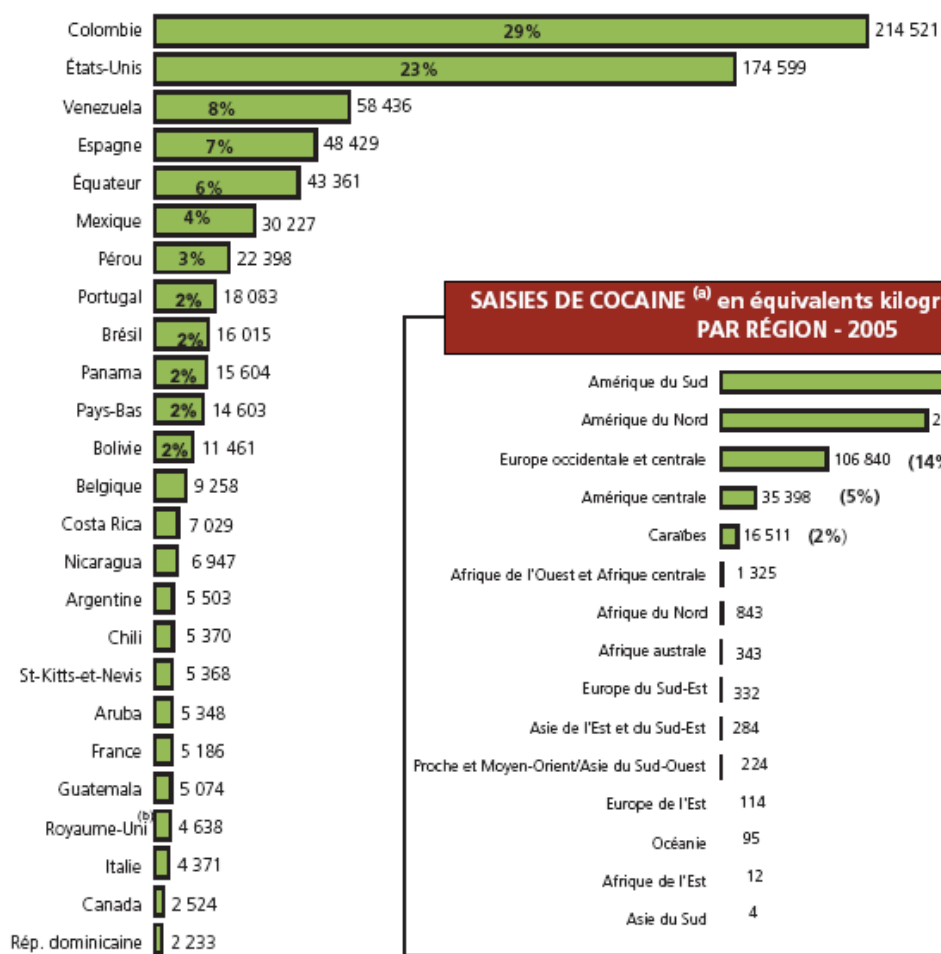


Fig. 53: EUROPE: prix de la cocaïne en gros et au détail 1990-2005 (en \$ É.-U. par gramme)

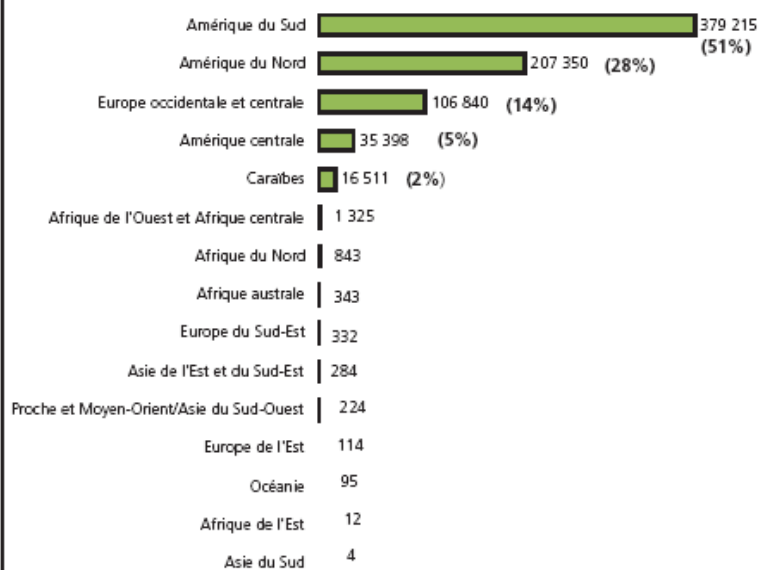


Annexe 5

**SAISIES DE COCAINE ^(a) en équivalents kilogrammes et en % du total mondial
PAYS ET TERRITOIRES VENANT EN TÊTE DU CLASSEMENT – 2005**



**SAISIES DE COCAINE ^(a) en équivalents kilogrammes et en % -
PAR RÉGION - 2005**



Annexe 6 :

Tableau 9: Prévalence annuelle de l'usage de cocaïne, 2005 ou dernière année disponible

	Nombre d'utilisateurs	en % de la population âgée de 15 à 64 ans
EUROPE	4 056 000	0,75
Europe occidentale et centrale	3 944 000	1,24
Europe du Sud-Est	66 000	0,08
Europe de l'Est	46 000	0,03
AMÉRIQUES	8 610 000	1,48
Amérique du Nord	6 363 000	2,19
Amérique du Sud	2 247 000	0,77
ASIE	329 000	0,01
OCÉANIE	178 000	0,83
AFRIQUE	1 084 000	0,22
TOTAL MONDIAL	14 257 000	0,34

Supérieur à la moyenne mondiale ■ Voisin de la moyenne mondiale ■ Inférieur à la moyenne mondiale ■

Annexe 7 : Présentation de la Colombie, de ses relations avec les Etats-Unis et de la lutte antidrogue sur le site Internet de la maison blanche

OFFICIAL NAME: Republic of Colombia

Government

Type: Republic.

Independence: July 20, 1810.

Constitution: July 1991.

Branches: *Executive*--President (chief of state and head of government). *Legislative*--Bicameral Congress.

Judicial--Supreme Court, Constitutional Court, Council of State, Superior Judicial Council.

Administrative divisions: 32 departments; Bogota, capital district.

Major political parties: Conservative Party of Colombia, Liberal, National Unity, Radical Change, Alternative Democratic Pole, and numerous small political movements.

Suffrage: Universal, age 18 and over.

Principal Government Officials

President--Alvaro URIBE Velez

Vice President--Francisco SANTOS Calderon

Minister of Foreign Affairs--Fernando ARAUJO Perdomo

Minister of Defense--Juan Manuel SANTOS Calderon

Ambassador to the United States--Carolina BARCO Isakson

Ambassador to the Organization of American States--Camilo OSPINA Bernal

Ambassador to the United Nations--Claudia BLUM de Barberi

Colombia maintains an embassy in the United States at 2118 Leroy Place NW, Washington, DC 20008 (tel. 202-387-8338). Consulates are located in Atlanta, Boston, Chicago, Houston, Los Angeles, Miami, New York, San Francisco, San Juan and Washington DC.

Economy

GDP (2006): \$125 billion; base year 1994: \$105.9 billion.

Annual growth rate (2006): 6.8%.

Per capita GDP (2006): \$2,976.

Government expenditures (2006): 22.2% of GDP.

Natural resources: Coal, petroleum, natural gas, iron ore, nickel, gold, silver, copper, platinum, emeralds.

Manufacturing (14.4% of GDP): *Types*--textiles and garments, chemicals, metal products, cement, cardboard containers, plastic resins and manufactures, beverages, wood products, pharmaceuticals, machinery, electrical equipment.

Agriculture (13.1% of GDP): *Products*--coffee, bananas, cut flowers, cotton, sugarcane, livestock, rice, corn, tobacco, potatoes, soybeans, sorghum. *Cultivated land*--8.2% of total area.

Other sectors (by percentage of GDP): Government, personal and other services--18.6%; financial services--17.1%; commerce--11.2%; transportation and communications services--7.9%; construction and public works--5.4; mining and quarrying--4.5%; electricity, gas, and water--2.9%.

Trade: *Exports* (2006)--\$24.3 billion: petroleum, coal, coffee, flowers, textiles and garments, ferronickel, bananas, chemicals, pharmaceuticals, gold, sugar, cardboard containers, printed material, cement, plastic resins and manufactures, emeralds.

Major markets--U.S., Venezuela, Germany, Netherlands, Japan. *Imports* (2006)--\$24.5 billion: machinery/equipment, grains, chemicals, transportation equipment, mineral products, consumer products, metals/metal products, plastic/rubber, paper products, aircraft, oil and gas industry equipment, supplies. *Major suppliers*--U.S., Germany, Japan, Panama, Venezuela.

Colombian governments have had to contend with the combined terrorist activities of left-wing guerrillas, the rise of paramilitary self-defense forces in the 1990s and the drug cartels. Narco-terrorists assassinated three presidential candidates during the election campaign of 1990. After Colombian security forces killed Medellin cartel leader Pablo Escobar in December 1993, indiscriminate acts of violence associated with his organization abated as the "cartels" were broken into multiple and smaller trafficking organizations that competed against each other in the drug trade. Guerrillas and paramilitary groups also entered into drug trafficking as a way to finance their military operations.

Pastrana Administration

The administration of Andres Pastrana (1998-2002), a Conservative, faced increased countrywide attacks by the FARC and ELN, widespread drug production and the expansion of paramilitary groups. The Pastrana administration unveiled its "Plan Colombia" in 1999 as a strategy to deal with these longstanding problems, and sought support from the international community. Plan Colombia is a comprehensive program to combat narco-terrorism; spur economic recovery; strengthen democratic institutions and respect for human rights; and provide humanitarian assistance to internally displaced persons.

In November 1998, Pastrana ceded a sparsely populated area the size of Switzerland in south-central Colombia to the FARC's control to serve as a neutral zone where peace negotiations could take place. The FARC negotiated with the government only fitfully while continuing to mount attacks and expand coca production, seriously undermining the government's efforts to reach an agreement. Negotiations with the rebels in 2000 and 2001 were marred by rebel attacks, kidnappings and fighting between rebels and paramilitaries for control of coca-growing areas in Colombia. In February 2002, after the FARC hijacked a commercial aircraft and kidnapped a senator, Pastrana ordered the military to attack rebel positions and reassert control over the neutral zone. FARC withdrew into the jungle and increased attacks against Colombia's infrastructure, while avoiding large-scale direct conflicts with the military.

Uribe Administration

Alvaro Uribe, an independent, was elected president in May 2002 on a platform to restore security to the country. Among his promises was to continue to pursue the

broad goals of Plan Colombia within the framework of a long-term security strategy. In the fall of 2002, Uribe released a national security strategy that employed political, economic and military means to weaken all illegal narco-terrorist groups. The Uribe government offered to negotiate a peace agreement with these groups with the condition that they agree to a unilateral cease fire and to end drug trafficking and kidnapping.

In December 2003, the Colombian Self-Defense Forces (AUC) paramilitary group entered into a peace agreement with the government that has led to the collective demobilization of over 31,000 AUC members. In addition, over 10,000 members of the AUC and other illegal armed groups have individually surrendered their arms. In July 2005, President Uribe signed the Justice and Peace Law, which provides reduced punishments for the demobilized if they renounce violence and return illegal assets, which are to provide reparations to victims.

The ELN and the government began a round of talks with the Colombian Government mediated by the Mexican Government in mid-2004. The ELN withdrew from the talks after the Mexican Government voted to condemn Cuba's human rights record at the United Nations in April 2005. In December 2005, the ELN began a new round of talks with the Colombian Government in Cuba that led to two more meetings, the latest one being held in July 2007. The dialogue is expected to continue.

As a result of the government's military and police operations, the strength of the FARC has been reduced in major areas. Since 2000, the FARC has not carried out large scale multi-front attacks, although it has mounted some operations that indicate it has not yet been broken. The FARC has rejected several government proposals aimed at bringing about an exchange of some 45 hostages. Three American citizens, who were working on counternarcotics programs, were captured by the FARC in February 2003. Their safe return is a priority goal of the United States and Colombia.

Colombia maintains an excellent extradition relationship with the United States. The Uribe administration has extradited more than 500 fugitives to the United States. Among those extradited in 2005 were Cali Cartel leaders Gilberto Rodriguez Orejuela and his brother Miguel, and FARC leaders Juvenal Ovidio Palmera Pineda (aka "Simon Trinidad") and Omaira Rojas Cabrera (aka "Sonia").

In 2004, the Uribe government established, for the first time in recent Colombian history, a government presence in all of the country's 1,099 municipalities (county seats). Attacks conducted by illegally armed groups against rural towns decreased by 91% from 2002 to 2005. Between 2002 and 2006, Colombia saw a decrease in homicides by 37%, kidnappings by 78%, terrorist attacks by 63%, and attacks on the country's infrastructure by 60%.

Although much attention has been focused on the security aspects of Colombia's situation, the Uribe government also is making significant efforts on issues such as expanding international trade, supporting alternate means of development, and reforming Colombia's judicial system.

President Uribe was reelected with 62% of the vote in May 2006. In congressional elections in March 2006, the three leading pro-Uribe parties (National Unity, Conservative Party, and Radical Change) won clear majorities in both houses of Congress. In late 2006, the Supreme Court began investigations and ordered the arrest of some members of Congress for actions on behalf of paramilitary groups.

In January 2007, Colombian leaders presented a new strategy to consolidate and build on progress under Plan Colombia, called the "Strategy to Strengthen Democracy and Social Development." The new strategy continues successful Plan Colombia programs while increasing state presence by improving access to social services, and supporting economic development through sustainable growth and trade.

DEFENSE

Colombia's Ministry of Defense is charged with the country's internal and external defense and security, and exercises jurisdiction over an army, navy--including marines and coast guard--air force, and national police under the leadership of a civilian Minister of Defense. Real spending on defense has increased every year since 2000, but especially so under President Uribe. Colombian spending on defense grew over 30% after inflation from 2001 to 2005, from \$2.6 billion to more than 3.9 billion. Projected defense spending for 2006 was \$4.48 billion. The security forces number about 350,000 uniformed personnel: 190,000 military and 160,000 police. President Uribe instituted a wealth tax in 2002, which raised over \$800 million, with 70% used to increase 2002-2003 defense spending. A similar tax to be imposed from 2007-2011 is expected to raise up to \$3.6 billion.

Many Colombian military personnel receive training in the United States or from U.S. instructors in Colombia. The United States provides equipment to the Colombian military and police through the military assistance program, foreign military sales and the international narcotics control program.

Narcotics and Terrorism

The U.S. Drug Enforcement Administration estimates that more than 80% of the worldwide powdered cocaine supply and as much as 90% of the powdered cocaine smuggled into the United States is produced in Colombia.

The Colombian Government is committed to the eradication of all illicit crops, interdiction of illegal drug shipments and financial controls to prevent money laundering. Between 2004 and 2006, Colombian security forces interdicted 562 metric tons of cocaine, coca base, and heroin. Coca cultivation decreased by 15% from 2001 to 2005, while opium poppy cultivation decreased by 68% from 2001 to 2004.

Terrorist groups in Colombia are actively engaged in narcotics production and trafficking. The FARC is believed responsible for more than half of the cocaine entering the United States.

ECONOMY

Trade

In 2006, Colombia was the United States' fifth-largest export market in the Western Hemisphere behind Canada, Mexico, Brazil, and Venezuela and the largest agricultural export market in the hemisphere after the North American Free Trade Agreement (NAFTA) countries. U.S. exports to Colombia in 2006 were \$6.9 billion, up 13.2% from the previous year. U.S. imports from Colombia were \$9.6 billion, up 4%. Colombia's major exports are petroleum, coffee, coal, nickel, and nontraditional exports (e.g., cut flowers, gold, bananas, semiprecious stones, sugar, and tropical fruits). The United States is Colombia's largest trading partner, representing about 40% of Colombia's exports and 26.6% of its imports.

Colombia has improved protection of intellectual property rights through the adoption of three Andean Pact decisions in 1993 and 1994 as well as an internal decree on data protection. The United States remains concerned over deficiencies in licensing and copyright protection.

Mining and Energy

Colombia has considerable mineral and energy resources, especially coal and natural gas reserves. New security measures and increased drilling activity have slowed the drop in petroleum production, allowing Colombia to continue to export through 2010 or 2011, given current production estimates. In 2006, gas reserves totaled 7,349 billion cubic feet. Gas production totaled 680 million cubic feet per day. The country's current refining capacity is 299,200 barrels per day. Mining and energy related investments have grown because of higher oil prices, increased demand and improved output. Colombia has significantly liberalized its petroleum sector, leading to an increase in exploration and production contracts from both large and small hydrocarbon industries.

Colombia is presently the 16th-greatest coal producing country, accounting for about 1% of the world's total annual coal production, and the largest producer in Latin America (65.8 million tons in 2006). Colombia has proven recoverable coal reserves of about 7.4 billion short tons, the majority of which are located in the north of the country. Ferronickel production decreased from 116 million pounds in 2005 to 112.7 million pounds in 2006. Colombia historically has been the world's leading producer of emeralds, although production has fallen in recent years. Emerald production fell from 116.3 million carats in 2005 to 112.7 million carats in 2006. Colombia is also a significant producer of gold, silver, and platinum.

Foreign Investment

The United States is the largest source of new foreign direct investment (FDI) in Colombia, particularly in the areas of coal and petroleum. In 2006, new FDI totaled \$6.3 billion, an increase of 294% from 2002. The bulk of the new investment is in the manufacturing, mining, and petroleum sectors. The only activities closed to foreign direct investment are defense and national security, and disposal of hazardous wastes. Capital controls have been implemented to reduce currency speculation and

to keep foreign investment in-country for at least a year. In order to encourage investment in Colombia, Congress approved a law in 2005 to protect FDI.

FOREIGN RELATIONS

In 1969, Colombia, along with Bolivia, Chile, Ecuador and Peru, formed what is now the Andean Community. (Venezuela joined in 1973 and announced its departure in 2005; Chile left in 1976 and returned in 2006.) In the 1980s, Colombia broadened its bilateral and multilateral relations, joining the Contadora Group, the Group of Eight (now the Rio Group) and the Non-Aligned Movement, which it chaired from 1994 until September 1998. In addition, it has signed free trade agreements with Chile, Mexico and Venezuela. The U.S.-Colombia Free Trade Agreement was signed by President Bush in November 2006, and is awaiting congressional approval as of September 2007.

Colombia has traditionally played an active role in the United Nations and the Organization of American States and in their subsidiary agencies. Former President Gaviria became Secretary General of the Organization of American States (OAS) in September 1994 and was re-elected in 1999. Colombia has participated in all five Summits of the Americas, most recently in November 2005, and followed up on initiatives developed at the first two summits by hosting two post-summit, ministerial-level meetings on trade and science and technology. In March 2006, Bogota hosted the Sixth Regular Session of the Inter-American Committee against Terrorism.

U.S.-COLOMBIAN RELATIONS

In 1822, the United States became one of the first countries to recognize the new republic and to establish a resident diplomatic mission. Today, about 25,000 U.S. citizens are registered with the U.S. Embassy as living in Colombia, most of them dual nationals.

Currently, there are about 250 American businesses conducting operations in Colombia. In 1995-96, the United States and Colombia signed important agreements on environmental protection and civil aviation. The two countries have signed agreements on asset sharing and chemical control. In 1997, the United States and Colombia signed an important maritime ship-boarding agreement to allow for search of suspected drug-running vessels.

During the Pastrana administration, relations with the United States improved significantly. The United States responded to the Colombian Government's request for international support for Plan Colombia by providing substantial assistance designed to increase Colombia's counter-narcotics capabilities and support human rights, humanitarian assistance, alternative development and economic and judicial reforms.

The U.S. has continued close cooperation with Colombia under the Uribe administration. Recognizing that terrorism and the illicit narcotics trade in Colombia are inextricably linked, the U.S. Congress granted new expanded statutory authorities in 2002 making U.S. assistance to Colombia more flexible in order to better support President Uribe's unified campaign against narcotics and terrorism.

The results thus far have been impressive, but much remains to be done. U.S. policy toward Colombia supports the Colombian Government's efforts to strengthen its democratic institutions, promote respect for human rights and the rule of law, intensify counter-narcotics efforts, foster socioeconomic development, address immediate humanitarian needs, and end the threats to democracy posed by narcotics trafficking and terrorism. Promoting security, stability, and prosperity in Colombia will continue as long-term American interests in the region.

Annexe 8 : Présentation des relations actuelles entre les Etats Unis et la Colombie sur le site officiel du gouvernement Colombien

Las relaciones entre Colombia y los Estados Unidos atraviesan uno de sus mejores momentos históricos, puede destacarse la profundización de las relaciones bilaterales, no sólo con el Ejecutivo, sino con los diferentes estamentos del poder público en ese país. También, el apoyo obtenido del Gobierno y de las bancadas Demócrata y Republicana en el Congreso de los Estados Unidos para la implementación del Plan Colombia mediante la destinación de recursos por más de US\$4700 millones, la renovación y ampliación del ATPDEA, la extensión de la autorización para la utilización de los recursos de cooperación en la lucha contra el terrorismo y la iniciación de las negociaciones para alcanzar un Tratado de Libre Comercio.

La Administración del Presidente Bush ha demostrado un firme compromiso con Colombia mediante la presentación al Congreso de una solicitud de recursos de cooperación por más de US\$465 millones para el año fiscal 2006 (aprobada en el mes de noviembre de 2005 por el Congreso de ese país) y mediante el compromiso político de mantener una solicitud similar en el borrador de presupuesto para el año fiscal 2007. De especial relevancia es el apoyo expreso a los esfuerzos de paz del Presidente Uribe, mediante la aprobación de recursos destinados a los programas de desmovilización y desarme de antiguos integrantes de grupos armados al margen de la ley.

Igualmente, durante sus encuentros con el Presidente Uribe del 22 de noviembre de 2004 y 4 de agosto de 2005 el Presidente Bush le expresó de manera inequívoca su intención de mantener el nivel de ayuda a Colombia, así como de continuar profundizando el nivel de las relaciones entre ambos países.

El Presidente Uribe designó en el mes de noviembre de 2005 al ex—Presidente Andrés Pastrana Arango como Embajador de Colombia en Washington.

Bibliographie :

Boyer (Jean-François), *La guerre perdue contre la drogue*, Paris, La découverte, 2001.

Brouet (Olivier), *Drogue et relations internationales*, Paris, Editions complexe, 1991.

Bejarano (Juan), *Colombia: inseguridad violencia y desempeño económico en las áreas rurales*, Bogotá, FONADE, 1997.

Buitrago Arias (Juan Carlos), *La politique du gouvernement colombien contre le trafic de drogue, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Dabène (Olivier), *La Région Amérique latine. Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, "Références inédites", 1997.

Dabène (Olivier), *L'Amérique latine au XXème siècle*, Paris, Armand Colin, "Cursus", 2001.

Dabène (Olivier), *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Complexe, "Espace international", 1997.

Dabène (Oliver), «Las narcodemocracias andinas», *América latina hoy*, n°15, avril 1997.

Duncan (Gustavo), *Les seigneurs de la guerre à la conquête des villes de Colombie, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Frattoni (Eric), *Mafia SA, cien años de cosa nostra*, Madrid, Espasa hoy, 2002.

Fundación seguridad y democracia, *Colombia: balance de seguridad*, Bogotá, 2005.

Gayraud (Jean François), *Le monde des mafias*, Paris, Odile Jacob, 2005.

GIPA, *Fumigaciones en Colombia. Los éxitos del desacierto*, Bogotá, Acción andina, 2003.

Isacson (Adam), *Le plan Colombie : bilan négatif, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Jaffrelot (Christophe), sous la direction de, «L'état de la démocratie en Amérique latine», *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000.

Jansson (Oscar), *L'impact des paramilitaires sur la production de cocaïne, Drogues et*

antidrogues en Colombie, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Kopp (Pierre), *Economie de la drogue*, Paris, La découverte, 2006.

Labrousse (Alain), *Géopolitique des drogues*, Paris, Que sais-je ?, 1999.

Labrousse (Alain), *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991.

Mollison (James), *The memory of Pablo Escobar*, Londres, Chris Boot, 2007.

Martínez (Guillén), *El poder político en Colombia*, Bogotá, Planeta, 1996.

Nations Unies, Office contre la drogue et le crime, rapport mondial sur les drogues, Vienne, 2007.

Observatoire géopolitique des drogues, *La drogue nouveau désordre mondial*, Paris, Hachette, 1993.

Observatoire géopolitique des drogues, *Etats des drogues, drogue des Etats*, Paris, Hachette, 1994.

Observatoire géopolitique des drogues, *Géopolitique des drogues*, Paris, La découverte, 1995.

Piro (Patrick), *Drogue les fruits amers de la mondialisation*, Paris, Charles Léopold Mayer, 1998.

Thoumi (Francisco), *La politique antidroge en Colombie au regard des autres pays andins, enjeux passés et présents, Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Thoumi (Francisco), *Illegal drugs, Economy and society in the Andes*, Washington, John Opkins University Press, 2003.

Thoumi (Francisco), *Political economy and illegal drugs in Colombia*, Washington, John Opkins University Press, 2005.

Vargas Meza (Ricardo), *Trafic de drogue et conflit armé en Colombie, une relation symbiotique ? Drogues et antidrogues en Colombie*, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Vargas Meza (Ricardo), *Fumigación y conflicto. Políticas antidrogas y deslegitimación del Estado en Colombia*, Bogotá, Acción andina, 1999.

Vargas Meza (Ricardo), *Plan Colombia, ensayos críticos*, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 2001.

Zaitch (Damian), *Conteneurs, contacts et contrôles. Le port de Rotterdam selon les*

trafiquants de drogue colombiens, Drogues et antidrogues en Colombie, Les cahiers de la sécurité, Institut national des hautes études de sécurité, Paris, 2005.

Articles de sites Internet :

Aguirre (Mariano), *La drogue alibi de Washington en Amérique latine*, www.monde-diplomatique.fr

Labrousse (Alain), *Production de drogues, l'Amérique latine face aux Etats-Unis et à l'Europe*, www.fig-st-die.education.fr

Tamayo (Jean-Paul), *Les conséquences directes du plan Colombie sur la situation colombienne*, www.mamacoca.org

Sites Internet :

Site officiel de l'ONU DC : www.unodc.org

Site officiel de la maison blanche : www.whitehouse.net

Site officiel du gouvernement colombien : www.presidencia.gov.co

Entretiens réalisés:

6 avec des citoyens colombiens, thème: Perception de la drogue en tant que problème politique et faiblesse de l'Etat colombien.

Germán Hernandez: député (polo democrático) de la région d'Antioquia, thème: Le plan Colombie dans le débat politique en Colombie et relation entre la drogue et les acteurs armés illégaux.

Table des matières

Introduction.....	7
Première partie- La drogue dans le système politique colombien.....	11
Chapitre 1- La Colombie, un Etat faible et corrompu par la drogue.....	12
Section 1- L'influence économique et politique de la drogue.....	12
Section 2- La faiblesse de l'Etat colombien.....	16
1. Un territoire et des frontières partiellement maîtrisées.....	16
2. Un appareil politico-administratif divisé.....	22
Chapitre 2- La drogue, le nerf de la guerre en Colombie.....	26
Section 1- Les FARC et la drogue.....	27
1. La drogue : une ressource de plus en plus importante pour les FARC.....	27
2. L'évolution de la stratégie militaire des FARC.....	29
Section 2- L'émergence des paramilitaires dans le système politique colombien.....	30
1. La naissance des paramilitaires.....	31
2. L'évolution contemporaine des paramilitaires.....	34
3. L'influence des AUC dans les plus hautes sphères de l'Etat.....	37
Deuxième partie- La lutte antidrogue : drogue un enjeu international pour la	

Colombie	43
Chapitre 1- Le plan Colombie: l'alliance avec les Etats-Unis.....	47
Section 1- La recherche mutuelle d'intérêts.....	47
1. Les Etats-Unis, chefs de file de la guerre antidrogue sur le continent américain.....	49
2. La mise en place du plan Colombie et la militarisation de la lutte antidrogue.....	54
Section 2- Des résultats mitigés.....	58
1. Des résultats décevants.....	58
2. L'ambiguïté de la politique américaine face aux paramilitaires.....	59
Chapitre 2 - Les conséquences du plan Colombie: l'isolement international de la Colombie dans sa lutte antidrogue.....	62
Section 1- L'isolement international et régional de la Colombie : un obstacle dans la guerre antidrogue.....	63
1. Le manque de coopération avec l'Union européenne.....	63
2. Un isolement régional problématique dans la lutte antidrogue.....	65
Section 2- La remise en question du plan Colombie : perspectives de la lutte antidrogue.....	67
Conclusion	78
Annexes.....	79
Annexe 1 : Culture mondiale de cocaïer, ONUDC 2007.....	80
Annexe 2 : Culture illicite du cocaïer dans le monde et production illicite de cocaïne, ONUDC 2007.....	80

Annexe 3 : Production mondiale de cocaïne, ONUDC 2007.....	81
Annexe 4 : Evolution du prix de la cocaïne en Europe et aux Etats-Unis, ONUDC 2007.....	82
Annexe 5 : Saisies de cocaïne, ONUDC 2007.....	82
Annexe 6 : Consommation de cocaïne par régions du monde, ONUDC 2007.....	83
Annexe 7 : Présentation de la Colombie sur le site Internet de la maison blanche.....	84
Annexe 8 : Présentation des relations entre la Colombie et les Etats-Unis sur le site de la présidence colombienne.....	90
Bibliographie.....	92